

Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"

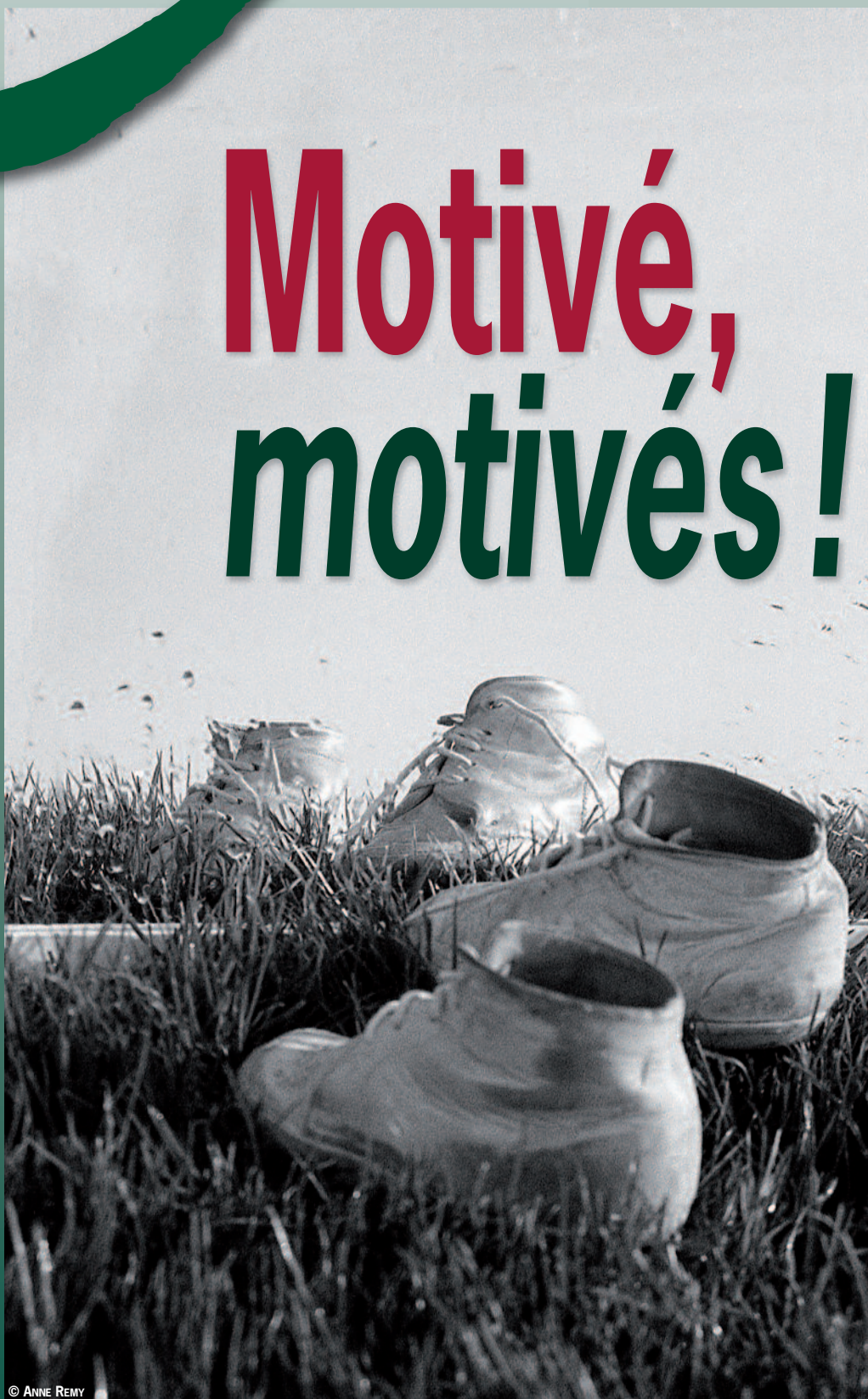
Bureau de dépôt - Bruxelles X
P701162



PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Périodique trimestriel du CIEP/MOC
n° 83 • janvier • février • mars • 2015

Motivé, *motivés!*



EDITO

Il ne faut pas penser à l'objectif à atteindre... 3

ANALYSE

Motivé, motivés!

Les raisons du sujet personnel et de l'acteur collectif 4

Quand l'engagement engage. De la motivation à l'agir politique 9

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

En mission en solidarité avec les Palestiniens ! 11

La démocratie participative en questions... et en pratiques à la FOPES 13

Nous avons un pouvoir, ne le sous-estimons pas! 15

Salut Yanic! 17

EN RÉGIONS

Viens voir quand on sème 19

Pop UP Escalade Fonds du Petit Marais 20

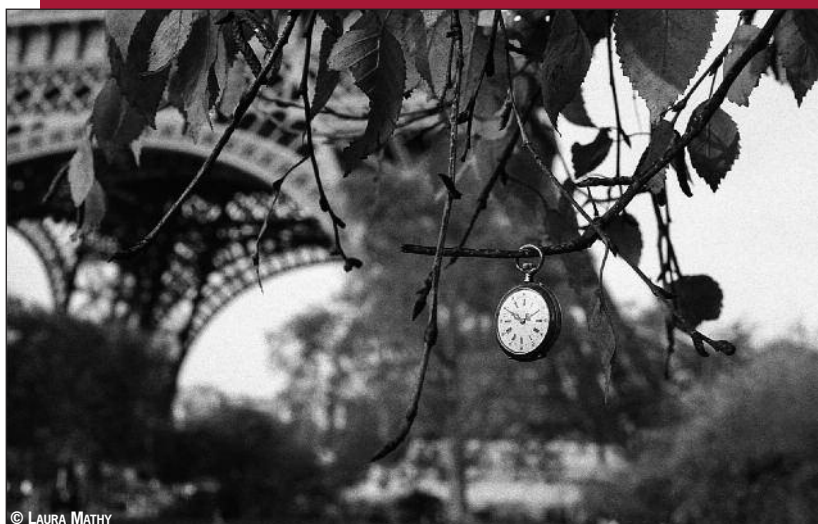
Pour briser l'omerta autour du PTCL 22

AGENDA

23

FICHE PÉDAGOGIQUE

La systématisation d'expériences, un outil pour apprendre de nos actions



© REPORTAGE PHOTO & 83
© LAURA MATHY



© REPORTAGE PHOTO & 83
© NADIA GILSOUL

Ce reportage photo est le résultat d'une collaboration entre la section photographie de l'Ecole de promotion sociale (ILFOP) à Namur et le CIEP. Quatorze élèves de première année, accompagnés par leur enseignante, Gabrielle De Faveri, vous présentent leur travail au fil des pages autour du thème: des objets mis en situation pour créer des images insolites, surprenantes ou décalées.

Dans le prochain numéro, place aux élèves de dernière année avec un autre thème à découvrir...

Félicitations pour ces illustrations! ■

COMITÉ DE RÉDACTION: LAHCEN AIT AHMED, STÉPHANIE BAUDOT, VIRGINIE DELVAUX, FRANCE HUART (COORDINATION), ZOË MAUS, FLORENCE MOUSSIAUX, MICHÈLE SSEL, NICOLE TINANT, ANAIS TRIGALET (COORDINATION)

SECRÉTARIAT: FRANCINE BAILLET, LYSIANE METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO: LAHCEN AIT AHMED, GUY BAJOIT, CHRISTIAN BOUQU, JEAN-MICHEL CHARLIER, VIRGINIE DELVAUX, ARNAUD GORGEMANS, FRANCE HUART, CHRISTIAN KUNSCH, CÉLINE POLAIN, JEAN-FRANÇOIS RASSCHAERT, SABRINE TANGI, ANAIS TRIGALET

PHOTOS: LES ÉTUDIANTS DE 1^È ANNÉE, SECTION PHOTOGRAPHIE DE L'ÉCOLE DE PROMOTION SOCIALE (ILFOP-NAMUR), 2014-2015

CIEP COMMUNAUTAIRE: TÉL: 02/246.38.41, 42, 43 - FAX: 02/246.38.25 - COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

ÉDITEUR RESPONSABLE: VIRGINIE DELVAUX - CHAUSSÉE DE HAËCHT 579 - 1030 BRUXELLES

DESIGN: DCL PRINTERS - COURRIEL: DCL.PRINTERS@SKYNET.BE - IMPRIMÉ SUR PAPIER 100% RECYCLÉ SANS CHLORE

I ne faut pas penser à l'objectif à atteindre...

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU CIEP-ISCO
COMMUNAUTAIRE

**... IL FAUT SEULEMENT
PENSER À AVANCER.
C'EST AINSI, À FORCE
D'AVANCER, QU'ON ATTEINT
OU QU'ON DOUBLE
SES OBJECTIFS SANS MÊME
S'EN APERCEVOIR¹**

L'idée est ici moins de soutenir le propos de B. Werber que de se demander ce qui nous pousse tant à avancer et même à persévérer quand le vent est pourtant de face tout au long du chemin. Qu'est ce qui fait, par exemple, que Katty, trois enfants, déléguée syndicale chez ALDI, va s'engager dans un processus de formation longue, se réunir en sous-groupes, en plus de sa journée de cours, remettre des travaux, réaliser un mémoire-action... tout cela en plus d'une vie professionnelle et familiale déjà bien remplie? Qu'est-ce qui pousse un groupe à prendre sur son temps personnel et ses loisirs pour créer une fresque sensibilisant aux enjeux du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement)?

La **motivation**; ce que bon nombre de chercheurs ont tenté de décoder. Souvent travaillée sous un angle psychosocial, la motivation est, la plupart du temps, abordée du point de vue de

l'individu qui chercherait à réguler ses besoins dit primaires, à prendre du plaisir à faire, à avoir le sentiment d'être reconnu par ses pairs, etc. La recherche sur la motivation se décline alors dans différentes sphères de la vie. Par ailleurs, elle est devenue un leitmotiv du discours managérial, soutenant l'importance de rendre les travailleurs mobilisés, enthousiastes, co-créatifs, engagés. De même dans le champ de l'éducation où cette notion est, depuis longtemps, un aspect indéniablement lié à la réussite; ainsi le décrochage scolaire est souvent associé à la dé-motivation.

Comment donc *motiver ses troupes*, comme dit l'expression? Quelle est la place de la motivation dans la formation pour adultes? Quelle en est sa spécificité? Et allons un cran plus loin encore, quel est l'enjeu de la motivation

dans nos actions visant l'émancipation et l'agir collectif?

C'est dans le prolongement de la dernière journée de réflexion ISCO-BAGIC, que nous avons voulu travailler ce sujet. Grâce à l'apport de différents intervenants, nous avons alors choisi d'aborder les sentiments d'efficacité individuelle, collective et politique. Sans être les actes de cette journée, ce dossier illustre et prolonge quelque peu les contributions qui ont alimenté ce moment d'échange et de formation.

Contrairement à cette citation qui décrit la motivation comme «ce mot fourre-tout de l'inexplicable», ce dossier de *L'Esperluette* a pour objectif d'éclairer cet élan qui nous pousse à agir. ■

1. B. WERBER, *La révolution des fourmis*, Paris, Ed. Albin Michel, 1996.





Motivé, motivés !

Les raisons du sujet personnel et de l'acteur collectif

PAR GUY BAJOIT, PROFESSEUR ÉMÉRITE
DE SOCIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ
CATHOLIQUE DE LOUVAIN¹

En tant que science des relations sociales, la sociologie a pour objet de découvrir les raisons des conduites humaines en analysant les relations que les individus et les groupes entretiennent entre eux. La pratique des relations sociales ne détermine jamais totalement leurs conduites. Elle les conditionne de différentes manières:

- en leur imposant des contraintes externes: des manières de se conduire culturellement légitimées et socialement approuvées, et d'autres qui ne le sont pas et sont alors sanctionnées;
 - en leur proposant des dispositions à agir: des intérêts, des valeurs, des traditions et des affects, qu'ils apprennent à valoriser;
 - en forgeant leur conscience individuelle et collective: ils apprennent à agir sur eux-mêmes pour (di)gérer les contraintes externes et construire leurs dispositions à agir.
- Les conduites sociales ne peuvent se comprendre que si ces trois formes

de conditionnement s'articulent entre elles.

THÉORIE DU SUJET PERSONNEL²

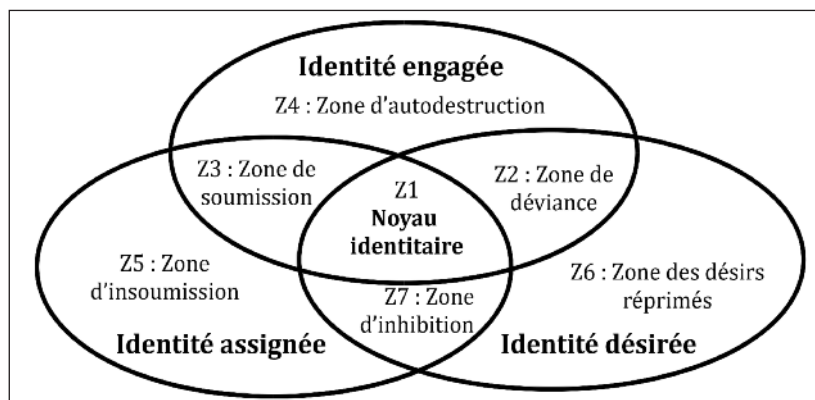
Pour quelles raisons un individu, à un moment donné de son existence, décide-t-il de changer de vie, plus ou moins radicalement?

La structure de l'identité personnelle

Le postulat de départ est que tout individu a besoin d'éprouver de l'estime pour lui-même et il ne peut en jouir que s'il dispose d'une identité personnelle satisfaisante, dépourvue de malaises, voire de crises identitaires. Ce bien-être identitaire dépend, en grande partie, de la satisfaction de ses attentes relationnelles: ses besoins de reconnais-

sance sociale et d'épanouissement personnel. Or, ces attentes se sont formées pendant sa socialisation dans ses relations avec ses autres significatifs: ses proches ou des lointains (institutions sociales et politiques). Quand ses attentes relationnelles sont satisfaites, il jouit d'une identité paisible: ce qu'il est/fait (son identité engagée) coïncide avec ce qu'il croit que les autres attendent qu'il soit/fasse (son identité assignée) et avec ce qu'il désire lui-même être/faire de sa vie (son identité désirée). Il jouit alors d'un noyau identitaire (Z1) large et solide (Voir schéma).

Malheureusement il n'en va jamais ainsi. Si la plupart des individus se contentent de leur identité, dans cer-





taines circonstances, des personnes ressentent des malaises et «ne supportent plus leur image dans le miroir». Les trois sphères de leur identité ne coïncidant plus tout à fait, ils souffrent donc de tensions existentielles plus ou moins difficiles à supporter, donc d'un malaise identitaire. Il peut provenir :

- de ce que l'individu s'oblige à être ou à faire, pour répondre aux attentes des autres et obtenir leur reconnaissance mais qu'il sait ou sent contraire à ses désirs d'épanouissement personnel (Z3: zone de soumission).
- au contraire de ce qu'il renonce à être ou à faire, qui répondrait pourtant à ses désirs mais qu'il croit contraire aux attentes des autres (Z6: zone des désirs réprimés).
- de ce qu'il est ou fait pour répondre à ses désirs d'épanouissement mais qu'il sait ou croit contraire aux attentes des autres (Z2: zone de déviance).
- ou inversement, de ce qu'il se refuse à être ou à faire, qui pourtant répondrait à ce qu'il sait ou croit être les attentes des autres mais qu'il sait ou sent contraire à ses désirs (Z5: zone d'insoumission).
- de ce qu'il est ou fait, à la fois, en sachant bien que cela est contraire à ses désirs d'épanouissement et aux attentes des autres (Z4: zone d'autodestruction).
- ou inversement de ce qu'il n'est pas ou ne fait pas, alors que ce serait pourtant, à la fois, conforme aux attentes des autres et à ses propres désirs d'épanouissement (Z7: zone d'inhibition).

Un malaise identitaire est donc un état de souffrance psychique qui résulte de l'exacerbation des tensions existentielles entre les zones périphériques de l'identité (Z2 à Z7) et qui menace la stabilité du noyau identitaire (Z1). Ces tensions peuvent prendre trois formes majeures :

- a.** En se combinant, les malaises provenant de Z3 (zone de soumission) et de Z6 (zone des désirs réprimés) produisent, chez l'individu, **une tension existentielle de conformisme**: il estime qu'il répond trop aux attentes des autres et pas assez à ses propres désirs. Certes, sans manquer de reconnaissance, il lui trouve un goût amer car il renonce trop à son épanouissement personnel.

- b.** En se combinant, les malaises provenant de Z2 (zone de déviance) et de Z5 (zone d'insoumission) produisent, chez l'individu, **une tension existentielle de marginalisation**: il s'occupe trop de ses désirs et pas assez des attentes des autres. Bien sûr, il ne manque pas d'épanouissement personnel mais il a du mal à en jouir paisiblement vu la désapprobation des autres.

- c.** En se combinant, les malaises provenant de Z4 (zone d'autodestruction) et de Z7 (zone d'inhibition) produisent, chez l'individu, **une tension existentielle d'anomie**: l'individu agit contre lui-même et contre les autres. Ne parvenant ni à imposer sa volonté aux autres, ni à se soumettre à leurs attentes, il ne sait plus quoi faire; dès lors, il s'inhibe et retourne sa colère contre lui-même.

Être sujet de soi-même

Pris dans son malaise identitaire et ses tensions existentielles, l'individu cherche à agir sur lui-même et sur les autres pour tenter d'élargir son noyau identitaire en restaurant la coïncidence entre les différentes sphères de son identité. Il veut être davantage sujet de lui-même. C'est alors qu'il cherche à changer de vie. Pour ce faire, il se sert de sa conscience, donc de ses capacités de réflexivité et d'expressivité. Elle lui sert pour diverses fonctions :

a. Construire un récit identitaire

L'individu cherche à changer son rapport à lui-même par le biais d'un récit. Être sujet consiste à mettre en œuvre une capacité de se parler, de forger un récit plausible par lequel chacun plaide sa cause devant lui-même. Par ce colloque singulier, il

en appelle à des arguments pour s'expliquer avec lui-même surtout mais aussi avec les autres. Ainsi, il s'explique son malaise identitaire et projette ce qu'il se propose de faire pour le soulager. Pour construire ce récit, il a recours à une multitude de procédés narratifs³.

b. Se donner des raisons d'agir

Être sujet, c'est aussi savoir traduire ces récits en motivations: l'individu se donne des raisons d'agir mais aussi des raisons de s'en abstenir (des résistances). Il se posera trois questions: celle de la légitimité de son projet («Ai-je bien le droit de faire cela?»), celle de la liberté de son choix («Ai-je bien choisi librement?») et celle de la nécessité de faire ce choix-là («Est-ce vraiment vital pour moi?»). Parmi ses motivations, certaines seront respectables, parce que légitimes, volontaires et/ou vitales: il pourra, sans hésitation, les invoquer pour se justifier. D'autres sont douteuses, soit parce qu'illégitimes (condamnées par la culture et la société), involontaires (inspirées par des goûts et des préférences intériorisées qu'il ne contrôle pas), ou pulsionnelles (alimentées par des énergies somatiques, refoulées dans son inconscient): ces raisons-là, il préférera (se) les cacher, les ignorer, les censurer. Pour la socio-analyse, ces motivations ont autant de pertinence les unes que les autres pour expliquer les choix et la conduite d'un individu.



c. Surmonter les résistances au passage à l'acte

Toutes ces motivations, aussi bien respectables que douteuses, peuvent être freinées par des résistances. C'est évident pour les motivations douteuses: si elles sont illégitimes, il craindra de nuire aux autres, d'affronter des conflits, la honte, des sanctions; si elles sont involontaires, il aura le sentiment de se laisser mener par le bout de son... habitus, sans maîtriser les effets de sa décision; et si elles sont pulsionnelles, il craindra que les «retours du refoulé» ne déclenchent contre lui des effets délétères (culpabilité, angoisse, masochisme, autopunition, troubles psychiques, maladies psychosomatiques, etc.). Les motivations respectables de l'individu peuvent aussi être affectées par des résistances. S'il invoque une motivation légitime, il en trouvera souvent une autre pour s'abstenir d'agir et hésitera entre les deux; s'il invoque une motivation volontaire, il pourra toujours douter de la force de sa volonté ou des ressources dont il dispose; et s'il invoque une motivation vitale, il ne sera jamais certain qu'elle corresponde vraiment à ce qu'il est vraiment. Pour se décider à passer à l'acte et devenir ainsi acteur dans ses relations sociales, l'individu a besoin de réduire ses résistances pour renforcer ses motivations. Pour y parvenir, il s'efforce de transformer ses motivations douteuses en motivations respectables, via trois procédés: la légitimation des motivations illégitimes, la volontarisation des motivations involontaires et la vitalisation des motivations pulsionnelles.

d. Combiner des logiques du sujet

Armé de son récit et de ses motivations, l'individu pourra alors s'engager dans une (ou plusieurs) logique(s) du sujet. Selon ce qu'il croit être la cause de l'insatisfaction de ses attentes relationnelles, il s'attaquera de préférence, soit à sa tension de conformisme, soit à sa tension de marginalisation, ou il tentera de se défaire de sa tension d'anomie.

Face à la tension de conformisme, on peut distinguer deux attitudes extrêmes chez l'individu: s'il est très attaché à la reconnaissance sociale, il choisira plutôt de renoncer à son épanouissement personnel (**sujet conformiste**); par contre, s'il est très attaché à ce dernier, il ouvrira le conflit avec les autres pour leur imposer son projet personnel (**sujet rebelle**).

Cependant, entre ces deux logiques extrêmes, dans leurs nombreuses combinaisons, on trouve les attitudes les plus courantes (**sujet adaptateur**).

Face à la tension de marginalisation, on peut aussi distinguer deux attitudes extrêmes: s'il est très attaché à son épanouissement personnel, il poursuivra son chemin («Je suis né pour être poète. Si je ne peux pas écrire, j'étouffe, je meurs») (**sujet authentique**); mais s'il est très attaché à la reconnaissance sociale, il hésitera longuement avant de se risquer à la perdre, il préférera même renoncer à son épanouissement pour se consacrer aux autres (**sujet altruiste**). C'est entre les deux, chez les «faux authentiques» et les «faux altruistes», que se situent les cas les plus intéressants (**sujet stratège**).

Face à la tension d'anomie, son indécision sera grande et engendrera une sorte de paralysie psychique qu'il retournera souvent contre lui-même (**sujet anémique**). S'il parvient à sortir de l'indécision, il aura deux solutions: soit il s'engagera à fond dans une tentative de tout concilier, de répondre aux attentes des autres et à son épanouissement personnel (**sujet conciliateur**); soit il abandonnera la partie,

considérant que «la tâche est gigantesque», et se laissera aller à tous les plaisirs qui passent à sa portée (**sujet hédoniste**).

Armé de cette capacité d'agir sur lui-même et de se construire comme sujet personnel, l'individu éprouve alors le besoin d'agir sur les autres pour reconstruire ses relations avec eux, de manière à les rendre plus satisfaisantes. C'est alors qu'il peut aussi envisager de ne plus agir seul mais de s'engager éventuellement dans des actions collectives et de participer à des sujets collectifs.

LA THÉORIE DU SUJET COLLECTIF⁴

Pour quelles raisons des individus décident-ils d'être solidaires les uns des autres et d'agir ensemble, de former un mouvement social contre un adversaire et au nom d'une cause commune?

Le plus souvent, les individus agissent seuls: ils se conduisent en sujets personnels, s'efforçant de recomposer un réseau relationnel plus satisfaisant. Pour constituer un mouvement social, trois composantes doivent se former et, pour cela, il faut que trois processus se déclenchent.

Les trois composantes du mouvement social

Tout mouvement social comporte trois composantes: les individus construisent un «nous les...» (principe d'identité), désignent un «eux les...», auxquels ils attribuent leur privation (principe d'opposition) et énoncent un «au nom de...», qui justifie leur action (principe de totalité ou enjeu)⁵.





- **Le principe d'identité: «Nous les...»**
L'être humain est doté d'une faculté de catégorisation sociale dont il se sert pour s'identifier et se différencier des autres: il connaît ses traits identitaires et reconnaît ceux qui partagent les mêmes traits et ceux qui en possèdent des différents; et il connaît aussi la valorisation sociale (positive ou négative, parfois neutre) attribuée à chacun des traits dans sa culture. Chacun reconnaît, chez certains autres, des traits identitaires dont il sait la valorisation sociale positive; s'il possède ces traits, il les exhibera fièrement (groupe d'appartenance positif); s'il ne les possède pas, il voudra les posséder (groupe de référence positif); il cherchera à s'identifier et à faire partie de ces groupes positifs. Chacun reconnaît, aussi chez les autres, des traits identitaires dont il sait la valorisation sociale négative; s'il ne possède pas ces traits, il refusera qu'on les lui attribue (groupe de référence négatif); s'il les possède, il préférera les cacher (groupe d'appartenance négatif) et il cherchera à se différencier de ces groupes, à les fuir, voire à les mépriser ou même à les combattre.
Une solidarité sera d'autant plus forte et durable que les traits identitaires qui caractérisent ses membres feront la fierté de ceux qui les possèdent (groupe d'appartenance positif). Cette fierté peut se dégrader de deux manières. D'abord, si ces individus sont stigmatisés par ceux d'un autre groupe social, qui possèdent d'autres traits identitaires, ils peuvent être gagnés par la honte. Ensuite, si ces individus valorisent les traits identitaires de cet autre groupe, leur identité fière peut être rongée par l'envie. Cependant, les dégâts causés à la solidarité par la honte ou l'envie ne sont pas irréversibles. Les membres du groupe peuvent renverser le stigmate. Parfois, ce renversement va jusqu'à transformer la honte et l'envie en mépris. Ainsi, la fierté, détruite par la honte ou par l'envie, peut être restaurée par le mépris. Les identités collectives sont ainsi faites d'un mélange complexe de tensions entre les quatre sentiments qui viennent d'être énoncés.

Par ailleurs, la solidarité qui en résulte peut revêtir des formes diverses selon qu'elle repose plutôt sur des in-

térêts, des valeurs, des traditions ou des affects. Un groupe d'amis n'est pas un parti politique, ni une assemblée de propriétaires, ni un syndicat de fonctionnaires, ni une association d'anciens combattants!

Les solidarités concrètes se construisent, en réalité, sur la combinaison de plusieurs sentiments et de plusieurs formes de liens.

- **Le principe d'opposition: «Eux les...»**
Un mouvement social est une forme particulière d'action collective: elle est dirigée contre un adversaire (échange conflictuel). Bien sûr, toutes les actions collectives ne sont pas conflictuelles. Le «nous» peut aussi traiter l'autre comme un partenaire (échange coopératif), comme un concurrent (échange compétitif) ou comme un ennemi (échange contradictoire). On peut montrer sans peine que ces quatre logiques sont toujours présentes en même temps, avec des dosages variables selon les circonstances. Or, les modalités de l'échange sont évidemment différentes selon que le «eux» est défini comme un concurrent, un adversaire ou un ennemi. Et parfois, la solidarité du «nous» est affaiblie et divisée par l'indécision de ses membres.
- **Le principe de totalité ou l'enjeu («Au nom de...»)**
Dans la conscience de ceux qui les valorisent, les enjeux tiennent leur sens, et donc leur légitimité, de la conception de la «vie bonne» que propose le modèle culturel régnant: un enjeu légitime dans un modèle culturel (par exemple, l'égalité entre les genres) ne l'est pas forcément dans un autre. Or, il va de soi qu'un enjeu n'est mobilisateur que s'il est légitimé par le modèle culturel en vigueur. Certains de ces enjeux sont idéologiques: quand l'acteur défend des droits acquis mais menacés par l'évolution des conditions d'existence. D'autres sont utopiques: quand l'acteur projette un idéal qui constitue un horizon inaccessible mais vers lequel il est possible de progresser. Bien entendu, les acteurs collectifs réels mêlent presque toujours plusieurs types d'enjeux.

Les trois processus du mouvement social

Pour que les trois composantes d'un mouvement social se constituent, il

faut que trois processus se déclenchent: que les individus qui sont objectivement privés de l'enjeu collectif, ressentent cette privation comme une frustration; que cette frustration soit assez forte pour les entraîner à la mobilisation; et que leur mobilisation soit encadrée par une organisation. Or, il n'est pas du tout «naturel» qu'il en soit ainsi.

- Les victimes de privation ne ressentent pas toujours de la frustration. La plupart du temps, ils s'en font une raison.
- Ceux qui ressentent de la frustration ne se mobilisent pas toujours car ils ont souvent d'autres réponses que la protestation, comme l'espoir d'une solution individuelle.
- Ceux qui se mobilisent, ne s'organisent pas toujours: ils peuvent se rebeller, participer à des émeutes... puis rentrer chez eux et continuer à vivre comme avant!

Les (nombreuses) raisons du mouvement social

Pour que les trois processus d'un mouvement social se déclenchent et construisent ses trois composantes, il faut que les sujets personnels se transforment en sujets collectifs. Et pour cela, il faut qu'ils aient de «bonnes raisons» d'agir ensemble, sans quoi, ils continueront à se débrouiller seuls avec leur privation et leur frustration. La présentation de ces raisons, très complexes, n'est pas exhaustive.

a. *Pour qu'une privation (objective) engendre un sentiment (subjectif) de frustration, certaines raisons doivent être présentes.*

Il est utile⁶ que l'enjeu du mouvement soit constitué par un «bien» hautement valorisé par le modèle culturel régnant. Par exemple, jusque vers 1980, on ne jugeait pas important de préserver l'environnement contre l'agressivité de l'industrialisation. Il est utile aussi que les enjeux du mouvement s'inscrivent dans un objectif utopique à long terme: s'il est utopique, en effet, il est inaccessible, ce qui permet de renouveler indéfiniment les revendications concrètes qui y mènent. Et si, en

plus, on peut laisser croire que cet enjeu a été atteint quelque part, le mouvement se raccrochera à cette foi qui le mobilisera sans cesse. Il est utile aussi que les individus privés de ce «bien» croient que c'est possible de l'obtenir maintenant: qu'ils aient l'espoir que leur situation va enfin s'améliorer s'ils interviennent tout de suite ou bien, inversement, qu'ils aient encore l'espoir que leur situation ne se détériorera pas davantage s'ils agissent maintenant - s'ils sont désespérés, il leur sera beaucoup plus difficile de se mobiliser. Or, pour qu'ils espèrent, il faut qu'ils voient des signes d'espoir. Enfin, il est utile qu'ils attribuent la cause de leur privation à un autre acteur avec lequel ils sont en relation, si possible directe, c'est-à-dire à une source à laquelle ils peuvent s'attaquer. La privation ne devient pas frustration si sa cause est attribuée à une origine contre laquelle les gens ne peuvent rien. Si ces quatre raisons sont présentes, il est probable que les individus «privés» se sentiront «frustrés»! Encore faut-il qu'ils se mobilisent et qu'ils s'organisent.

b. Pour que des individus frustrés se mobilisent, d'autres raisons doivent intervenir.

Il est utile que les individus soient entraînés dans la mobilisation par un ou plusieurs groupes d'activistes qui entreprennent des actions

concrètes. Ensuite, les membres de la catégorie sociale frustrée doivent partager les mêmes traits identitaires. La ressemblance engendre une confiance réciproque qui facilite la construction d'une solidarité. Il est bon aussi que la catégorie sociale concernée puisse faire valoir une contribution importante à la vie commune dont elle peut être fière, au nom de laquelle elle peut exercer une pression sur ses adversaires. C'est le cas pour les travailleurs mais ce ne l'est pas pour les chômeurs! Il importe aussi que l'éventail des solutions individuelles ne soit ni trop ouvert, ni trop fermé (s'il l'est, ils espéreront une solution par la loyauté ou le pragmatisme). Il est bon également que l'identité collective soit renforcée par des affects: seuls, les intérêts ou même les valeurs sont des concepts trop «froids» pour mobiliser longtemps. Si la fierté et le mépris mobilisent, au contraire, la peur, l'envie et la honte démobilisent. Les réactions de l'adversaire sont également très importantes: il est utile qu'il soit intransigent (s'il propose de négocier tout de suite, il ne laissera pas au mouvement le temps de se constituer), et que sa répression ne soit ni trop faible (elle ne soudera pas entre eux les membres du mouvement), ni trop forte (ils prendront peur et souvent, se démobiliseront). Enfin, il est préférable que l'adversaire soit lui-même en difficulté: de nombreuses conjonctures peuvent en effet l'affaiblir ou le rendre plus dépendant de la contribution de l'acteur dominé. Quand ces sept raisons supplémentaires sont présentes, il est probable que les individus soient frustrés, en colère, conscientisés et mobilisés. Encore faut-il que cette mobilisation dure dans le temps; sinon, ce ne sera qu'une révolte. Pour cela, le mouvement doit encore s'organiser.

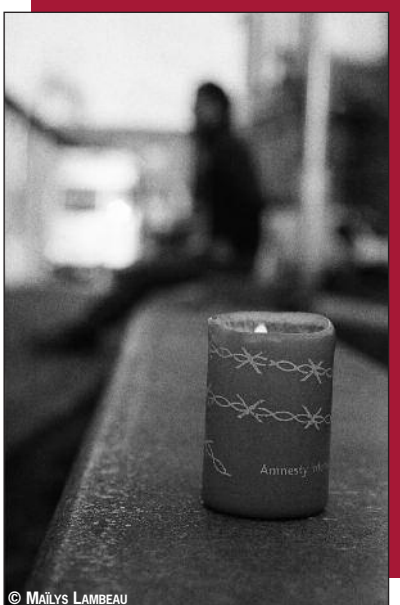
c. Pour que des individus mobilisés s'organisent, d'autres raisons doivent encore être présentes.

Les leaders doivent être de bonne qualité, ni trop timorés ni trop aventuriers, et capables de faire une analyse juste de la situation, afin de mener «leurs troupes» au combat avec succès. Il est bon qu'ils proposent à leurs «bases» des enjeux à court terme, susceptibles d'être atteints rapidement, avec les forces du

mouvement tel qu'il est alors, pour qu'il aboutisse à des succès partiels. S'il est vrai que les échecs démobilisent, il en va de même des succès complets; seuls les succès partiels donnent le sentiment que le mouvement est en marche vers la victoire. Il est très important aussi que les dirigeants sachent rassembler et gérer des «ressources pour la mobilisation»: des informations, des relations, de l'argent, etc.⁷. Il convient encore qu'ils sachent doter l'organisation d'un bon fonctionnement interne et gérer les échanges externes de l'organisation: définir une bonne politique d'alliance, se démarquer clairement des non fréquentables, savoir se servir des moyens de communication de masse, se donner des relais politiques capables de traduire, dans des lois, les victoires acquises par les luttes. Enfin, l'organisation doit choisir des méthodes de lutte légitimes aux yeux de l'opinion publique. Si les enjeux ne peuvent être atteints qu'en ayant recours à des moyens illégitimes, le groupe ne se sentira pas pleinement en droit de se mobiliser car son action sera désapprouvée. Lorsque ces six raisons supplémentaires seront rassemblées, il est très probable qu'un mouvement social solide et durable se constituera.

On l'aura compris: la formation d'un sujet collectif à partir de sujets personnels privés d'un bien quelconque est une pratique très complexe. Et pourtant, elle se produit tous les jours, même si les résultats de ces mouvements ne sont pas toujours efficaces.

1. Cet article est une version raccourcie du travail réalisé par Guy Bajoit, disponible en version intégrale sur www.ciep.be.
2. Ceux qui veulent en savoir plus peuvent lire: BAJOIT, G., *Socio-analyse des raisons d'agir. Etudes sur la liberté du sujet et de l'acteur*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2010 ou *L'individu, sujet de lui-même*. Vers une socio-analyse de la relation sociale, Paris, Armand Colin, 2013.
3. Voir *L'individu, sujet de lui-même*, op. cit.
4. Cette théorie a déjà été publiée plusieurs fois - mais jamais deux fois de la même manière! Voir notamment BAJOIT, G., *Le changement social*, Paris, Armand Colin, 2003 ou *Pour une sociologie de combat*, Fribourg, Academic Press, 2011.
5. Ces trois principes sont ceux qu'utilise habituellement Alain Touraine dans sa théorie des mouvements sociaux.
6. *Raison utile*, donc pas forcément nécessaire et certainement pas suffisante: il s'agit d'une raison (qui conditionne sans déterminer) et non d'une cause (qui détermine).
7. TILLY, Ch., *From Mobilization to Revolution*, 1978; OBERSHALL, A., *Social Conflicts and Social Movements*, 1973.



Quand l'engagement engage

DE LA MOTIVATION À L'AGIR POLITIQUE

PAR LAHCEN AIT AHMED, PERMANENT
AU CIEP COMMUNAUTAIRE ET
JEAN-MICHEL CHARLIER, SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL DES ÉQUIPES POPULAIRES

Lorsqu'on évoque le sujet de l'action collective, le thème de la «mobilisation» est rarement associé à celui de la «motivation»: il sera très souvent remplacé par la thématique de la cause (l'idéologie) ou de l'organisation (ses ressources, sa stratégie, son répertoire d'actions, etc.). Pourtant, l'harmonie sonore qui unit ces deux termes, nous rappelle une racine étymologique commune (*movere, se mettre en mouvement*): en effet, ce qui mobilise et motive, appartient bien au même motif.

Le concept de «motivation» est évidemment multiforme. Il a «ses origines dans la perception qu'un [individu] a de lui-même et de son environnement et qui l'incite à choisir une activité, à s'y engager et à persévérer dans son accomplissement afin d'atteindre un but»¹. Si ce thème est principalement mobilisé dans le champ psychosocial et dans le domaine pédagogique ou sportif, la journée de recyclage du CIEP du 10 octobre dernier s'en était emparée pour questionner l'engagement politique depuis la notion -proche- du sentiment d'efficacité, qui a été défini comme «... les croyances des gens concernant leur compétence à accomplir une tâche avec succès»². La croyance du collectif (ou de l'individu) en sa capacité à interagir avec son environnement, à porter une question à l'agenda politique et à modifier son environnement sociopolitique s'est avé-

rée être aussi une question pertinente pour les Equipes populaires (mouvement d'éducation permanente). C'est pourquoi plusieurs actions de terrain ont été analysées afin de dégager quelques éléments favorisant l'entrée, le maintien et l'intensité dans *l'agir politique*.

ZOOM SUR DES ACTIONS... CRÉATIVES ET LOCALES

Dans leur travail, les Equipes populaires utilisent des outils et méthodes permettant de dire et représenter l'environnement de façon créative, ludique et, bien entendu, critique. On peut notamment mentionner les marches exploratoires, une expo-photos qui fait se cotoyer poésie et surréalisme ou encore l'invention d'un banc mobile pour récolter, de manière ludique, l'avis des Ansois sur leur commune, leurs revendications et leurs recommandations. La créativité est également à l'œuvre lorsqu'il s'agit d'identifier et de nommer les acteurs porteurs de projets. Ainsi, la plupart des nouveaux groupes des Equipes po-

pulaires s'inventent un nom ludique et/ou porteur de sens: *Atelier conso*, *Résistants spaghetti*, *V.A.C.H.E.S*, *Compagnons de la débrouille*, *Espace 23*, *Espace philo et société*.

Le groupe des Equipes populaires de Veeweyde à Anderlecht a parcouru, par exemple, les rues et différents quartiers de la commune pour y dénombrer un nombre *choquant* de logements vides, pour ensuite interpellier le politique et problématiser la question de l'insuffisance de logements sociaux. L'instruction de ce dossier a pris une forme créative: les façades de logements inoccupés ont été photographiées, commentées et exposées, notamment lors de fêtes de quartier, pauses-café³, etc. Durant ces rassemblements, de nouveaux commentaires et des prolongements ont été invoqués: par exemple, pourquoi ne pas exporter et communiquer ce premier inventaire vers d'autres communes bruxelloises? Ce déplacement géographique a permis un *changement d'échelle* en portant ainsi l'action vers





de nouveaux acteurs au-delà de l'origine locale. Ceci est rendu possible soit par *diffusion directe* (vers des acteurs possédant des similitudes ou étant préalablement en relation); soit par *intermédiation* (entre groupes qui sont peu ou pas du tout en contact). Le changement d'échelle se réalise soit par diffusion d'informations; soit par un transfert de modes d'actions⁴.

LE TEMPS DES GRANDES ET... DES PETITES VICTOIRES

Mais un «réel» changement politique et législatif -comme celui obtenu, par exemple, suite au long travail de terrain précédant la campagne «Journée sans crédit»- nécessite souvent plusieurs années! L'action politique, lorsqu'elle veut s'inscrire dans le texte de loi, prend, en effet, un visage quasi bureaucratique, suscitant parfois le détachement mais aussi la démotivation des acteurs. Pour les Equipes populaires, il était essentiel de décomposer et de marquer toutes les étapes franchies du sceau de la réussite: il s'agit de mettre en regard l'histoire «longue» et les micro-événements, de rappeler les petites et les grandes victoires mais également les défaites et les victimes⁵. On insiste ainsi sur le caractère mémoriel et rétrospectif du sentiment d'efficacité, qui ne peut se nourrir qu'en cheminant. Il se nourrit du cheminement et est une perception à communiquer: de soi à soi, de soi aux «partenaires» (et vice versa) et plus loin encore de soi aux «opposants».

Le «détachement» du public prend également sa source ailleurs: aujourd'hui, de nombreux publics refusent de s'enrôler à l'«aveugle» dans des mouvements ou institutions «historiques» qui définiraient *a priori* les motifs, enjeux, méthodes et noms de l'engagement: «Les recettes historiques de nos mouvements ne sont pas mortes mais ont du plomb dans l'aile (...) La société a changé, en bien et en moins bien, les modes d'engagement aussi. Les groupes permanents (au sein desquels on passait presque un «contrat à vie») et généralistes (où tous les enjeux étaient susceptibles d'être travaillés) ne correspondent plus aux

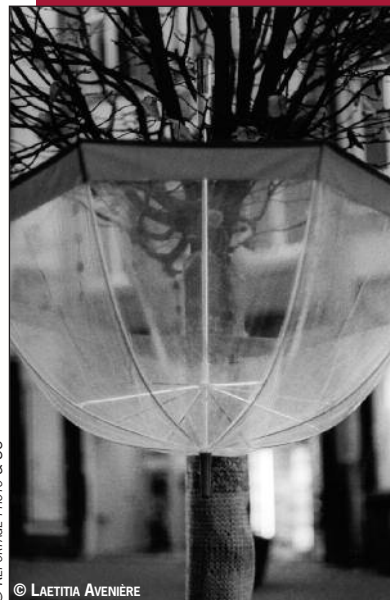
formes d'engagement de nombreuses personnes. Le type d'engagement recherché est plutôt inverse: limité dans le temps et spécifique dans l'objet. L'issue se trouve dans la diversité des formes de groupes»⁶.

CONFIANCE, CONNAISSANCE ET RE-CONNAISSANCE

Il est donc sans doute inutile de rechercher un temps zéro (t0) de la mobilisation (et donc de la motivation); ce moment où les publics ne seraient pas là comme des pierres au-dessus d'une pente, complètement apathiques et attendant d'être poussés pour se mouvoir et aller... jusqu'au prochain obstacle. Il est probablement plus constructif d'aborder la question en termes de façonnement dynamique et discontinu d'un environnement local, comme une recombinaison passant par l'interaction multiple d'acteurs divers et l'utilisation de méthodes créatives.

La croyance du public dans sa propre efficacité politique est avant tout une question pratique, inséparable de la procédure de re-connaissance dans laquelle s'engage le collectif: s'il tâtonne et expérimente par le biais de méthodes novatrices et créatives, le public se garantit néanmoins un possible succès en investiguant son environnement proche. Ce public est ainsi d'autant plus armé à produire de la connaissance et à problématiser une question lorsqu'il est affecté (touché), lorsqu'il possède directement sous les yeux les causes ou les effets du problème.

Mais ce travail de re-connaissance est également un travail d'identification -distincte de l'identité de l'institution- car «ce qui se met en place, ce n'est pas seulement de l'activité associée pour trouver des solutions, c'est aussi certaines formes de participation qui conduisent à faire groupe et à se positionner comme tel dans la société -porteur d'un enjeu, d'une parole et producteur de savoirs et d'intelligence collectives- c'est-à-dire à faire «nous». L'action collective conduit donc aussi à une possible transformation des acteurs qui y participent, non seulement en termes d'acquisition de compétences (par l'échange des savoirs, par exemple), mais aussi, et de manière plus fondamentale, par l'acquisition d'une confiance essentielle à l'expression de l'engagement. En effet, si le public



© REPORTAGE PHOTO & 83
© LAETITIA AVENIERE

n'existe pas hors de sa construction, les individus n'existent pas non plus comme des parties déjà préexistantes au public, mais se construisent, se transforment et se capacitent dans ce processus même»⁷.

De nombreuses initiatives développées par les Equipes populaires peuvent ainsi se lire et se vivre comme autant de lieux d'expérimentations, de véritables laboratoires d'auto-socio-construction du Politique, comme cela est expérimenté dans la formation ISCO⁸. ■

1. VIAU, R., *La motivation en contexte scolaire*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 1994.
2. GALAND, B. et VANLEDE M., «Le sentiment d'efficacité personnelle dans l'apprentissage et la formation: quel rôle joue-t-il? D'où vient-il? Comment intervenir?», dans *Savoirs*, n° 5/ 2004 (Hors-série), pp. 91-116.
3. La Pause-café est un moment informel de rencontre avec les personnes sans emploi lors de la remise des cartes de pointage.
4. TILLY, Ch. et TARRROW, S., *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, pp.162-167 (Sociétés en mouvement).
5. LOUTE A., «Comment garder «vivante» notre mémoire collective?», Fiche pédagogique, dans *L'Esperluette*, CIEP-ISCO, n°79, mars 2014, <http://www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.Ped.Esper79.pdf>
6. «Appelez l'ascenseur! Du local au global, ces (demi) réussites qui font bouger les choses...», Formation des militants Equipes Populaires du 15 février 2014.
7. BLÉSIN, L. et LOUTE, A., *Nouvelles vulnérabilités, nouvelles formes d'engagement: critique sociale et intelligence collective*, EuroPhilosophie, 2010, Bibliothèque de Philosophie sociale et politique (en ligne www.europhilosophie-editions.eu).
8. *La formation, un laboratoire pour l'action collective. Actes de la journée d'étude du CIEP du 1^{er} octobre 2011*, Bruxelles, 2012 (Cahier CIEP, n°11) (en ligne www.ciep.be/Archives/cahier-ciep-11.html).



En mission en solidarité avec les Palestiniens!

PAR CHRISTIAN KUNSCH,
PRÉSIDENT DU MOC

En novembre dernier, le MOC a participé à la mission organisée par le CNCD-11.11.11. en Palestine. Ce fut l'occasion de devenir un observateur privilégié de la situation sur place mais aussi, de retour en Belgique, de témoigner en solidarité avec les Palestiniens.

Cette mission, regroupant mandataires politiques et représentants de la société civile, était organisée dans le cadre de la campagne du CNCD «Made in Illegality» visant à sensibiliser l'opinion publique face à la colonisation de la Palestine par Israël. Cette colonisation se traduit notamment par l'accaparement de terres arables et l'exportation illégale de produits issus des territoires occupés sous le label «Made in Israël», en ce compris les productions palestiniennes qui sont obligatoirement contrôlées par l'autorité israélienne. Ce contrôle représente un moyen de pression israélien sur l'Autorité palestinienne (l'AP): chaque fois qu'une décision palestinienne déplaît au Gouvernement israélien, celui-ci bloque le versement des taxes qu'Israël prélève pour l'AP sur la vente de leurs produits. La récente demande palestinienne de reconnaissance auprès de la Cour pénale internationale a ainsi servi de prétexte.

Il est cependant impossible d'isoler ces dossiers de l'ensemble de la question de l'occupation et de la colonisation par Israël, tant celle-ci impacte fondamentalement la vie des Palestiniens et les

solutions politiques. C'est pourquoi la question de la reconnaissance de l'Etat palestinien par la communauté internationale fut également au centre de la mission. Le vote récent par le Parlement fédéral belge d'une résolution concernant la Palestine est significatif et interpellant: en demandant au Gouvernement de reconnaître la Palestine à la condition qu'existe «un gouvernement palestinien de plein exercice ayant autorité sur l'ensemble du territoire palestinien»¹, on rend, en réalité, cette reconnaissance totalement hypothétique. En effet, seuls 18% du territoire palestinien sont aujourd'hui contrôlés par l'AP²!

UN TERRITOIRE PEU À PEU ANNEXÉ!

Lors des Accords de paix d'Oslo en 1993, l'AP a été contrainte d'accepter le partage de la Palestine en trois zones:

- La première (zone A) est contrôlée administrativement et sécuritairement par l'AP. Elle ne représente que 18 % de la Palestine, avec les villes de Ramallah, Bethléem, Jéricho, etc.
- La deuxième (zone B), avec 21 % du territoire, est sous contrôle administratif palestinien mais sécuritaire israélien. Les parties de la zone B entourent les parties de la zone A.
- La troisième (zone C, 61 % de la Palestine) est sous contrôle exclusif, administratif et sécuritaire, d'Israël. Elle comprend notamment la vallée du Jourdain (et ses terres très fertiles) et le bord de la Mer morte (et donc l'accès à celle-ci). Israël y instaure des réserves naturelles qui y excluent la présence palestinienne.

Ainsi, les petites zones A sont entourées des zones B, le tout noyé dans les

zones C. Sans être un territoire continu, la zone A constitue donc une multitude de villes et de villages entourés de zones sous contrôle israélien et d'une myriade de «check points» disséminés au sein de la Palestine. Cette répartition territoriale permet à Israël de contrôler l'économie et les déplacements palestiniens et de s'accaparer des ressources palestiniennes.

Israël n'a jamais accepté ni les résolutions des Nations Unies ni même les accords, dont celui fixant la «ligne verte»³, à savoir la frontière entre Israël et la Palestine. Ainsi, l'Etat israélien n'a de cesse de grignoter le territoire palestinien en multipliant les colonies de peuplement, cherchant sans doute, *in fine*, à fixer sa frontière à l'Est, au Jourdain, c'est-à-dire en annexant purement et simplement la Palestine! Même durant les phases de négociation entre Israël et l'AP, la construction et l'extension de colonies de peuplement n'ont jamais cessé! Et l'AP n'a actuellement aucun moyen de pression pour stopper leur extension.

DE L'OCCUPATION ISRAÉLIENNE...

La colonisation du territoire palestinien se traduit notamment par l'installation de colonies de peuplement israéliennes. La réalité de ces colonies est triple:

- De nouvelles villes sont construites au sommet des collines, dans des zones peuplées essentiellement de Bédouins qu'Israël cherche à déplacer et à fixer sur les terres «des réserves»;
- De nouvelles villes encerclent et asphyxient littéralement des villages palestiniens. A Wadi Fukin, par exemple, la colonie annexe inexorablement les terres cultivées par les Palestiniens, n'hésitant pas à y déverser les égouts de la ville pour rendre leurs cultures impropres.
- Des colonies s'implantent au cœur d'une ville palestinienne, sous la protection de l'armée israélienne et en s'étendant par l'appropriation, une à une, des maisons palestiniennes. C'est le cas à Hébron et à Jérusalem Est, même au cœur du quartier arabe de la vieille ville ou dans le quartier populaire palestinien de Silwan.

Ces colonies sont reliées à Jérusalem et le seront à terme entre elles par un réseau autoroutier moderne interdit aux voitures dépourvues de plaques israéliennes. Le territoire israélien s'étend progressivement en se superposant à la Palestine, avec deux réseaux routiers qui ne se croisent pas par un jeu de tunnels et de ponts; Israël tisse ainsi une toile d'araignée qui isole les zones sous contrôle palestinien.

Le fameux mur, construit par Israël sous prétexte d'assurer sa protection, s'écarte de plus en plus de la «ligne verte» pour englober, entre autres, les colonies de peuplement et des terres agricoles fertiles dès lors coupées des villages palestiniens. Alors que la «ligne verte» devait mesurer 350 km, le mur actuel en fait plus du double! Pourquoi avoir salué la chute du Mur de Berlin, et accepter sans réagir que continue de s'ériger ce mur-ci?

... A L'EXCLUSION DES PALESTINIENS

Parallèlement, la volonté d'Israël est d'accroître sans cesse la population non palestinienne en Palestine. Avec la chute du Mur de Berlin, des centaines de milliers d'Européens de l'Est, juifs et non juifs, ont immigré dans les nouvelles colonies en Palestine. L'emménagement dans ces colonies est d'ailleurs largement encouragé par le Gouvernement israélien (avantages sociaux, subventions, exonérations fiscales, etc.).

Jérusalem-Est n'échappe pas à cette stratégie. Il est, par exemple, interdit à deux jeunes Palestiniens qui se marient de vivre à Jérusalem, si l'un des deux n'y habitait pas auparavant. Lorsqu'une maison palestinienne reste inoccupée, elle est confisquée au profit des Israéliens.

Israël «encourage» aussi les Palestiniens à s'établir de l'autre côté du mur dans des nouvelles constructions. Le résultat de cette immigration et émigration est qu'aujourd'hui, Jérusalem compte 250.000 Palestiniens pour 200.000 Israéliens. Le renversement de l'équilibre démographique n'est pas très éloigné.



© REPORTAGE PHOTO & 83
© JEANNE MARCHAND

Les Israéliens usent aussi de provocations (par exemple, pénétrer sur l'Esplanade des mosquées à Jérusalem), qui suscitent des réactions palestiniennes assez virulentes, qui sont ensuite vivement réprimées: arrestations et détentions sans jugement, destructions et confiscations des logements des Palestiniens identifiés fautifs, etc.

Un autre élément de la politique de colonisation d'Israël est la destruction des biens palestiniens. On se souviendra ainsi de la protestation belge auprès du Gouvernement israélien suite à la destruction, en 2014, de poteaux électriques financés par la Coopération technique belge (CTB) dans la région du village de Khirbet al-Taweel. Pour Israël, la demande belge n'avait pas été introduite correctement. En réalité, il est quasi impossible pour les Palestiniens d'obtenir le moindre permis pour construire, voire améliorer leurs conditions de vie. La veille d'une visite, l'armée israélienne avait démolí l'habitation d'un fermier dans le hameau de Al-Tawili et éventré une canalisation d'eau sous prétexte de travaux réalisés sans autorisation.

Notre mission n'a pu se rendre à Gaza, suite à la nouvelle invasion israélienne qui a provoqué plus de 2000 morts palestiniens et la destruction de dizaines de milliers de logements ainsi que d'hôpitaux, centres de santé, écoles et de la centrale électrique.

DES INITIATIVES ENCOURAGEANTES

La politique israélienne en Palestine suscite non seulement une résistance légitime du côté palestinien, mais également du côté israélien où des associations mènent un travail précieux de solidarité et de dénonciation de cette politique. Citons, par exemples, «Brea-

king the silence»⁴, une organisation fondée par un ancien officier de l'armée israélienne en vue de témoigner de ce que les soldats sont contraints de faire à la population palestinienne ou encore «Who profits?»⁵, fondée par des femmes israéliennes pour dénoncer la colonisation et le rôle des firmes israéliennes dans les territoires palestiniens.

POUR CONCLURE, QUELLES PERSPECTIVES?

Face à ces constats désolants, comment l'AP pourrait-elle véritablement exercer son pouvoir sur l'ensemble du territoire palestinien reconnu par les Nations Unies? La reconnaissance de l'Etat palestinien, comme l'a fait notamment la Suède, contrairement à la résolution belge qui entérine une non-reconnaissance de fait, est une condition indispensable mais insuffisante, pour garantir la viabilité du pays. Le respect du droit international et des accords conclus, celui de l'autonomie palestinienne sur son territoire, notamment en matière de maîtrise des ressources naturelles, des productions agricoles et industrielles, en sont des conditions complémentaires. La campagne «Made in Illegality» menée par le CNCD-11.11.11. prend tout son sens dans ce contexte. C'est la raison qui a conduit la MOC à s'y associer. Et, parmi d'autres pistes de soutien, le MOC n'exclut pas des partenariats avec des organisations en Palestine. ■

1. Résolution du Parlement fédéral du 5 février 2015.
2. Suivant le plan de partage en deux Etats indépendants du 29 novembre 1947 (résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies).
3. Conclu à Rhodes en 1949 entre Israël et les Etats arabes.
4. www.breakingthesilence.org.il/
5. www.whoprofits.org/



La démocratie participative en questions... et en pratiques à la FOPES

INTERVIEW CROISÉE
DE GÉRARD GOBERT (GG),
HERVÉ POURTOIS (HP) ET
PIERRE REMAN (PR)
PAR CÉLINE POLAIN (CP), FOPES

CP: Pourquoi avoir choisi la démocratie participative pour le 40^e anniversaire de la FOPES?

HP: Cette notion est dans l'air du temps. On voit fleurir un peu partout des initiatives ou des propositions de type G1000. Elles sont souvent présentées comme des alternatives, des manières de répondre aux crises ou aux malaises de la démocratie représentative. Faire le point sur cette thématique nous semblait intéressant. D'autant que les étudiants de la FOPES sont, pour une part importante d'entre eux, impliqués dans ce genre de problématique.

Autre raison: la participation était un élément central de la FOPES, dès ses origines. Dans la pédagogie participative, la participation a une signification non seulement strictement pédagogique mais proprement politique: il s'agit d'apprendre par la coopération, par la participation, parce que des valeurs de solidarité y sont associées.

PR: La FOPES organise, depuis des années, des colloques sur le contenu des politiques sociales et ses transformations¹. Les étudiants étaient demandeurs de réfléchir sur le processus de décision en tant que tel.

CP: Comment définir la démocratie participative, notamment au vu de l'expérience résultant de ce colloque?

HP: Cette notion est plus souvent un slogan qu'un concept véritablement bien défini. Un des objectifs du colloque était d'amorcer une réflexion sur ce qu'elle peut signifier. La notion peut paraître contradictoire: une démocratie qui ne serait pas participative serait une contradiction. Dans les termes, nécessairement, un processus démocratique doit être participatif.

Depuis le XIX^e siècle, la démocratie moderne a pris la forme d'une démocratie représentative, au centre de laquelle se trouve le processus électoral. Progressivement, cette démocratie a été complétée par ce qu'on appelle «la démocratie sociale», par des pratiques visant à associer des acteurs ou des organisations représentatifs au processus de décision.

Aujourd'hui, ces deux formes de démocratie sont mises en question. Pour dépasser cette situation, certains avancent qu'il faudrait (ré)inventer une nouvelle forme ou dimension dans la

démocratie: la «démocratie participative».

Elle se caractérise par l'intervention du citoyen à titre individuel (non pas à titre de militant d'une organisation ou de représentant d'un groupe) dans des processus ne relevant pas nécessairement de la décision, mais plutôt désignés comme des processus de délibération, c'est-à-dire dans lesquels les opinions et les propositions peuvent être échangées et construites.

PR: Nous n'adoptons pas une posture critique sur la représentation ou sa légitimité. Partant du constat qu'entre le citoyen et le politique, une distance s'est creusée, la participation est proposée comme un moyen d'ouvrir un espace intéressant, plutôt dans un objectif de rapprochement que de divorce.

CP: Quel était le dispositif imaginé pour cette conférence?

GG: Tout d'abord, le public participait. L'ensemble des acteurs FOPES était associé: les étudiants, actuels et anciens, ainsi que tous les acteurs in-



© REPORTAGE PHOTO & 83

© MARIANNE HARDY

ternes et les membres d'associations proches de la FOPES, notamment celles du MOC. Plus largement, tout citoyen intéressé pouvait participer gratuitement à cette journée.

Sur quoi la participation portait-elle? L'assemblée prenait part à un dispositif expérimental: aucune décision n'était attendue de ce grand débat. Quatre thèmes ont été développés: la démocratie économique, la désignation des représentants, les budgets participatifs et la représentation des générations dans les parlements. Les modalités et le dispositif étaient articulés autour d'une succession de séquences, tout au long de la journée. Dans un premier temps, chacun se prononçait de façon relativement spontanée (oui ou non) par rapport à une proposition, exposée par un auteur, sur chacun des thèmes. Chaque participant disposait d'une feuille sur laquelle était imprimée une sorte de code-barre. La projection de ces codes permettait d'obtenir, dans des délais très courts, l'affichage des réponses positives ou négatives pour chacune des questions. Automatiquement, le pourcentage de «oui» et de «non» s'affichait. Une prise de température spontanée suivait donc immédiatement l'énoncé de chacune des propositions.

Dans un deuxième temps, les participants pouvaient débattre des propositions, construire des argumentaires pour ou contre et confronter leurs arguments. Ils avaient alors l'occasion d'affiner l'argumentaire, de réfléchir aux contre-arguments -autrement dit, de s'immerger dans un vrai travail argumentatif et de réflexion.

Le dispositif prévoyait que les 350 participants se retrouvent pendant deux heures dans des groupes d'une trentaine de personnes afin que chacun ait l'occasion de réfléchir et de s'exprimer dans une dynamique collective. Ils ne pouvaient choisir ni la proposition à débattre, ni l'option à défendre. Certains participants étaient même amenés à argumenter contre leurs propres valeurs et opinions.

En début d'après-midi, en conclusion des ateliers, les synthèses des argumentaires favorables et défavorables

ont été présentées en séance plénière. Un nouveau vote a ensuite suivi, avec comme objectifs d'observer une différence éventuelle entre les résultats d'avant et d'après débat, et d'évaluer l'effet délibératif sur les changements d'opinion individuels. Pouvaient-on confirmer l'utilité de débattre, de construire, d'argumenter?

Pour terminer, un temps de débriefing a été consacré aux mises en perspective des enjeux soulevés et des séquences de la journée.

CP: *Comment le public a-t-il réagi au dispositif participatif?*

GG: Les étudiants ont apprécié de se retrouver dans un groupe restreint qui comptait des enseignants, des philosophes chevronnés et dans lequel leur parole était entendue de la même façon. La pertinence de l'argument comptait davantage que le titre ou le statut de la personne qui le prononçait.

HP: Le côté ludique et interactif mobilisait, avec le caractère un peu décalé ou très original des propositions qui étaient faites.

GG: Dans un premier temps, certaines propositions sont originales, elles ont l'air de dépoussiérer les choses. Elles incitent à vouloir changer, balayer, faire le ménage dans les pratiques existantes. Puis, lorsque leurs fondements, leurs effets pervers éventuels et leurs conséquences sont examinés, on devient plus prudent. L'effet positif du débat se situe dans l'évaluation de propositions qui apparaissent au départ très séduisantes.

HP: Ce genre d'expérience a des vertus en termes de formation, d'éducation, de socialisation aux questions politiques. Encore que cet aspect peut être ambivalent parce que la valorisation de la participation peut s'accompagner, parfois, d'un rejet de la représentation, des formes plus classiques de la politique -qu'il faut pouvoir éviter. Peut-être que sur certains enjeux bien spécifiques, ce type d'expérience peut être reproduit mais ce n'est certainement pas un exemple ou un modèle qui devrait être généralisé.

PR: Cet exemple infirme aussi la fatalité sur l'apathie des gens par rapport aux questions politiques. Un discours ambiant veut que l'individualisme contribue à ce que chacun soit replié sur ses propres intérêts, que le bien commun ou l'intérêt général ne mobilise plus. Ce dispositif montre que, s'il est relativement bien construit, si les

participants trouvent que les dés ne sont pas pipés, qu'ils auront la parole et qu'elle sera entendue, ils peuvent être acteurs. L'individu-citoyen existe donc toujours.

GG: L'idée que la démocratie n'est pas l'état naturel d'une société transparaisait aussi. La démocratie doit se construire, notamment par la réflexion. Qu'on soit dans la démocratie représentative ou participative, il y a des dispositifs à construire et à faire respecter. Des dispositifs existent et une qualité relationnelle est nécessaire, en termes d'écoute des arguments de l'autre, de respect des uns et des autres.

CP: *Tirez-vous certains enseignements ou avez-vous reçu des retours par rapport à l'objectif de mesurer l'effet d'un tel dispositif participatif?*

PR: Le dispositif permettait de questionner les fondements d'une pratique existante dont on a peut-être perdu les mémoires de sa légitimité, de ses fondements. La mettre en question dans un débat permet de revisiter positivement des principes de décision. Par exemple, le débat sur la démocratie économique a permis aux participants de redécouvrir des fondements de la concertation sociale. La tendance, en fin de délibération, était de réaffirmer la situation initiale parce qu'elle avait été examinée, y compris dans des dimensions qui échappent parce qu'elles sont instituées et ne sont plus questionnées.

HP: Un autre rapport à sa conviction se dégage: un rapport réfléchi, pensé. En effet, un des objectifs de la formation FOPES est de former des acteurs de changement capables d'un jugement sur les questions sociales, économiques et politiques. Ceci suppose une démarche par laquelle on interroge les fondements de ses convictions. ■

1. Les thématiques abordées dans les différents colloques de la FOPES sont les soins de santé; le développement territorial et innovation sociale; l'engagement militant.
Pour en savoir plus:
www.uclouvain.be/307243.html



Nous avons un pouvoir, ne le sous-estimons pas!

PAR ARNAUD GORGEMANS, COORDINATEUR
DE SOLIDARITÉ MONDIALE ET PRÉSIDENT
DU CNCD-11.11.11.

L'éducation au développement rejoint l'éducation permanente lorsqu'elle met des groupes en action sur le terrain de la solidarité internationale. *Solidarité Mondiale* et le CNCD-11.11.11. ont porté, ces derniers mois, des campagnes fort convergentes. Leurs points communs: une approche centrée sur les droits des travailleurs et un relais de l'action des mouvements qui les organisent.

En 2013 et 2014, *Solidarité Mondiale* a mené campagne en Belgique sur le rôle des mouvements sociaux. L'intuition initiale est partie de l'actualisation de la vision du développement de

l'ONG suite à une réflexion menée en juin 2012 avec les responsables des principales organisations partenaires soutenues dans les trois continents. La spécificité de cette vision, comparée à celle de la plupart des autres acteurs de la coopération au développement, repose sur la conviction de l'importance des mouvements sociaux dans la construction de sociétés durables et inclusives. Une belle campagne d'affiches et de visuels (qu'on a pu voir jusque sur les abribus) est venue rappeler à chacun-e les acquis des combats menés par les mouvements sociaux pour la fin du travail des enfants, l'obtention des congés payés ou encore la mise en place de la sécurité sociale. Elle a aussi mis en évidence que certaines de ces avancées restaient des objectifs très actuels pour les organisations sociales dans les pays en développement et que les soutenir est notre devoir.

L'an dernier, s'appuyant sur la fièvre qui entourait les préparatifs du Mondial de football, *Solidarité Mondiale* a, d'avril à septembre, illustré la campagne avec la situation de quasi-exploitation que vivent les travailleurs du secteur des oranges au Brésil. Des actions de sensibilisation ont été menées à Bruxelles (sur la place de la Monnaie et à Festiv'Africa), Dampremy, Liège, Tournai et Verviers. A ces occasions, une pétition a récolté des centaines de signatures de citoyens indignés par les conditions de travail et de rémunération infrahumaines que vivent ces saisonniers de l'Etat de Sao Paulo. Une carte blanche, publiée dans *La Libre Belgique*¹ au début du mois de juillet, interpellait le Commissaire européen au Commerce et venait élargir l'au-

dience de la campagne. De même que les Magasins du Monde d'OXFAM l'ont également diffusée en relayant la pétition sur Internet² et en choisissant comme thème de campagne pour leurs traditionnels petits déjeuners d'octobre la question de la concentration des entreprises dans le secteur des oranges et ses conséquences sur la situation des récolteurs. L'enjeu était de montrer qu'au bout du compte, les paysans brésiliens ne sont pas les seuls dupés par l'industrie du jus d'oranges. Le consommateur aussi, à moins de ne se fournir que dans le commerce équitable, n'a d'autre choix que d'acheter ce qui lui est proposé. A la fin février, une semaine de sensibilisation et de contacts politiques, s'appuyant sur la présence d'un partenaire brésilien, a clos cette campagne.

CUEILLEURS D'ORANGES ET PÊCHEURS DE CREVETTES, MÊME COMBAT!

Avec sa campagne sur le droit à l'alimentation et son opération annuelle de récolte de fonds³, le CNCD-11.11.11. a également mis en évidence les limites de notre modèle de consommation. A partir de l'exemple des crevettes surgelées vendues dans nos supermarchés, il a pointé le scandale bien similaire de l'esclavage de Cambodgiens et de Birmanais sur des bateaux pêchant du poisson destiné à nourrir ces crevettes. L'absurde rejoint le sordide...

Les chiffres recueillis montrent l'ampleur des personnes touchées par ces campagnes. Passons-les en revue.

En 2013, 28.359 personnes ont été touchées tant via les animations





dans les écoles et les formations vis-à-vis des professeurs relais que par les activités plus grand public menées avec des opérateurs culturels ou des communes (essentiellement sur le droit à l'alimentation).

En 2014, ont été touché-e-s:

- 6.476 élèves du secondaire; les écoles de certains d'entre eux se lançant dans la mise en place d'alternatives concrètes à la malbouffe;
- 910 élèves du primaire, via le jeu de l'oie qui aborde sous forme ludique les questions de droit à l'alimentation;
- 9.983 personnes par les opérateurs culturels, tant via les films *Millenium* et la pièce de théâtre *Nourrir l'humanité* que par des débats et autres spectacles.
- 32 communes devenues, d'une manière ou d'une autre, relais des actions.

Mener campagne, c'est aussi porter un cahier de revendications mis au point par les partenaires de la campagne. Ces derniers ont ainsi identifié trois enjeux clés du droit à l'alimentation sur lesquels des avancées leur paraissaient indispensables: la question des agrocarburants, celle de l'accaparement des terres et, enfin, de la spéculation.

Le *CNCD-11.11.11.* et ses membres, en s'unissant à un grand nombre

d'ONG au niveau européen, ont ainsi fait valider le principe d'une limitation de la quantité d'agrocarburants de première génération (ceux qui entrent en concurrence avec les cultures vivrières) dans les réservoirs. Les 5% proposés par la Commission européenne représentaient un mauvais signal par rapport à nos attentes. Sans rejoindre la position de notre campagne (qui demandait de réduire cette part à 0%), la Belgique a bloqué la proposition de la présidence lituanienne de porter le seuil à 7%.

Le combat contre l'accaparement des terres s'est, lui, principalement tourné vers les institutions financières internationales, en particulier, la Banque mondiale, qui favorisent ce processus en poussant les Etats à mener des réformes foncières de privatisation des terres. Si la Banque mondiale n'a pas encore revu ses pratiques, en s'associant à la campagne internationale «Our land, Our business», le *CNCD-11.11.11.* a bien contribué à mettre l'institution sous pression et il n'est pas déraisonnable d'espérer, comme dans le passé avec le rapport *Doing Business*⁴, qu'elle adapte ses directives pour y insérer des garde-fous⁵.

Les efforts en matière de lutte contre la spéculation se sont principalement concentrés (en première année) sur la révision de la directive européenne régulant les marchés financiers. Le résultat est qu'elle intègre le principe de limitation de positions, qui empêche un acteur de prendre, sur un marché, une place qui lui permet d'en dicter les prix (abus de position dominante). Comme souvent, on peut regretter que les seuils retenus soient insuffisants mais le principe est consacré, ce qui est, en soi, déjà fort appréciable⁶. Par ailleurs, les rapports sur les pratiques des banques favorisant la spéculation et l'accaparement des terres ont permis que certaines, comme la KBC et Belfius, fassent évoluer leur comportement dans un sens positif (sans toutefois interdire la pratique).

Parmi les avancées obtenues, notons également que suite à cette campagne

«Crevettes» qui a été fortement médiatisée, jusqu'à se retrouver relayée par France 2, plusieurs acteurs (comme CP Food, la société incriminée, l'ambassade de Thaïlande, Colruyt) ont demandé à rencontrer le *CNCD-11.11.11.* et se sont dits favorables à des mécanismes permettant d'assurer la traçabilité le long de leurs chaînes de production. En 2015, l'objectif sera de transformer cet essai en obtenant une résolution du Parlement européen qui enjoint la Commission à légiférer.

Pour terminer, relayons quelques résultats chiffrés de cette campagne pour l'année 2014: rien que sur le droit à l'alimentation, le département plaidoyer du *CNCD* a organisé pas moins de 27 réunions de membres (plateformes), informé/sensibilisé 1.900 personnes en direct et interpellé 25 décideurs politiques.

Dans le cas de cette campagne comme dans celui de la première, l'efficacité de la démarche réside dans un mélange entre sensibilisation, conscientisation, mobilisation, création d'un rapport de force, plaidoyer politique et communication vers les médias et le grand public.

Sensibiliser sans mobiliser, c'est accroître le sentiment d'impuissance. Mobiliser sans conscientiser, c'est construire sur du sable. Et porter un plaidoyer politique sans communiquer, c'est prendre le risque de voir ses revendications non suivies d'effets. La campagne «mouvements sociaux» comme celle sur le «droit à l'alimentation» sont parvenues à éviter ces écueils et à atteindre leurs objectifs!

1. GORGEMANS, A., "Pressés comme des oranges!" (opinion), dans *La Libre Belgique*, 7 juillet 2014 (voir www.lalibre.be/debats/opinions/presses-comme-des-oranges-53b96274357013fd09c5bccc)
2. www.oxfammagasinsdumonde.be/orange/
3. Plus d'informations sur la campagne sur www.aquelprix.be/
4. Projet de la Banque mondiale qui mesure l'application de la réglementation des affaires dans le monde. Plus d'informations: francais.doingbusiness.org/about-us
5. Pour en savoir plus: www.cncd.be/La-Banque-mondiale-sur-le-banc-des
6. Pour en savoir plus: www.cncd.be/Speculation-sur-les-denrees





Salut Yanic!

PAR CHRISTIAN BOUCQ

© VÉRONIQUE VERCHEVAL



Secrétaire général de PAC, président du Conseil supérieur de l'Education permanente, Yanic Samzun était connu comme un loup blanc dans le monde de la Culture et de l'Education permanente. Mais, au-delà de ses fonctions et titres, il s'agissait surtout d'un homme de cœur, d'actions et de raison, chaleureux, amical et simple.

Ayant eu l'occasion de le connaître et de l'avoir comme ami, on m'a demandé de parler de lui, d'évoquer nos rencontres.

Oh! bien sûr, nous avons des désaccords. Certes, nos affiliations politiques, nos stratégies d'actions, nos modes de gestion ou nos repères philosophiques étaient différents. Cela nous donnait mille petites occasions de taquiner, de blagues ou de jeux de cons. Mais je n'ai aucun souvenir de véritable dispute ou conflit parce que nos convictions de fond, nos terrains d'actions, nos ennemis, nos colères et nos espoirs étaient communs et, avec Yanic, il était facile de les partager; avec Yanic, il était passionnant d'en faire jaillir des actions tangibles.

A sa disparition, j'ai été plongé dans une curieuse perplexité. Une impression de tristesse teintée d'une inexplicable incrédulité. Sa disparition, pour moi, celle d'un ami avec qui je n'ai jamais eu de rendez-vous mais seulement des rencontres disséminées au long de trente années, ne ressemble pas à une véritable disparition: nous nous quittions toujours sans nous dire aurevoir, seulement un «Allez, bonne nuit!» ou «Salut, la lutte continue hein!» jusqu'à nous revoir et nous retrouver, un mois, un an plus tard, pour reprendre les verres que nous au-

rons laissés posés un moment sur le comptoir et reprendre ensuite nos chemins jusqu'à la prochaine, probable, certaine, future rencontre.

Les verres sont toujours là, pourtant, on me dit que nous ne trinquerons plus ensemble, j'ai encore du mal à y croire vraiment!

Repères et souvenirs sont donc diffus, parfois confus. Y a-t-il eu un moment d'une première rencontre? Oui, probablement lorsque nous étions responsables l'un et l'autre dans des maisons de jeunes et que nous avons mené des actions pour un emploi consolidé dans le secteur, contre le licenciement de collègues qui ne se soumettaient pas aux ukases politiques de leur CA, pour réfléchir à une nouvelle législation des centres de jeunes. Possiblement dans une de ces manifestations antinucléaires, puis, sans doute, lorsqu'il a lancé la revue *Oxygène magazine jeune* pour les jeunes progressistes ou encore au cœur des manif «Touche pas à mon pote». En tout cas, il y eut ensuite une période de longue absence, il avait été engagé dans différents cabinets socialistes et je travaillais dans les banlieues chaudes d'une France qui fleurait bon les espoirs de la rose enfin éclore.

C'est lorsque nos fonctions se sont à nouveau rassemblées que nous avons eu des occasions de passer des rencontres fortuites aux collaborations choisies. Devenu formateur au CIEP, je l'ai rencontré plus formellement comme collègue formateur au CESEP. L'Education permanente lui était d'autant plus évidente qu'il ancrerait son savoir dans son action et son action dans les rencontres avec des penseurs progressistes de tous bords. Devenu responsable de la Formation des cadres à la Communauté fran-

çaise, il travailla à la restructuration de formations de niveau professionnel pour les cadres culturels. L'enjeu d'une formation intermédiaire entre une formation de niveau universitaire et les formations de base existantes l'a amené à élaborer une formation entre opérateurs associatifs de formation représentatifs des différents piliers. Ce furent les prémisses du BAGIC auquel nous avons collaboré activement. Sa conviction profonde, qui s'est renforcée encore depuis lors, était, d'une part, que la réussite d'un projet avec une reconnaissance pérenne imposait de constituer un groupe porteur incontournable, parce qu'issu des grands mouvements et légitime parce qu'appuyé sur une expérience de praticiens reconnus; d'autre part, que c'est par la pratique et le partage d'expérimentations diversifiées que nous construirions petit à petit un cadre commun.

Nous avons forgé là une collaboration durable.

Il avait eu une expérience professionnelle dans les Centres culturels qui a certainement conforté sa volonté de lier travail artistique et cause politique dans un processus d'éducation permanente. Il m'a paru assez logique de voir apparaître, plus tard, sous sa direction à PAC, le renouvellement de ses structures, de son logo et du slogan: «Agir par la Culture»¹.

«Il faut que tu voies ça», «Tiens, je te présente quelqu'un avec qui tu devrais faire un truc»,... Il associait des gens et leurs réseaux, des idées et des actions, mais toujours dans des réalisations concrètes. Ses amis devaient-évidemment- se parler, il nous associait avec une simplicité désarmante autour d'un verre, d'une tablée. Il faisait partie de ces gens qui, plutôt que considérer que l'eau et le feu ne doivent pas se mêler, y voyaient, au contraire, la possibilité de faire de l'eau chaude. Et dès qu'une idée, si tenue soit-elle, visait à rendre de la dignité à certains, à déployer des solidarités fortes, il mettait différents interlocuteurs au défi de se lancer dans une aventure passionnante en promettant, de son côté, de trouver les moyens de sa réalisation. Et le bougre, par ses arguments, sa force de volonté, ses relations croisées multiples et, surtout, sa propre conviction, aboutissait quasi systématiquement à un résultat positif.



Il a appuyé, soutenu des projets et m'a embarqué avec plus ou moins d'implication, dans quelques-uns, comme celui de la Compagnie maritime auprès des travailleurs de Boch à La Louvière, celui du projet de camion contre l'extrême droite avec la Compagnie Arsenic, celui des chaises pour Asseoir l'espoir avec PAC...

Mais s'il impliquait les gens dans ses projets, il retournait les soutiens avec une fidélité sans faille. Il acceptait de se déplacer à toute heure pour soutenir le lancement d'un projet dont on lui avait parlé. A plusieurs reprises, par amitié autant que pour amplifier l'action, il a participé à des soirées au centre culturel de ma commune pour des lancements de soirées-débats, pour assister à des petits et grands spectacles participatifs. Et cet éternel passionné, sans véhicule, s'il se trouvait trop loin, trop tard, acceptait souvent à bruler pourpoint de loger à la maison, puisque c'était encore l'occasion de bavarder, boire un dernier canon et refaire encore autrement le monde.

Blagueur aussi et audacieux en tout, il me souvient d'un soir où, sans peur, il m'a laissé le reconduire et m'a imposé ainsi l'expérience un peu angoissante... pour moi... de piloter une moto avec un passager endormi!

Et puis, bien entendu, je ne pourrais évoquer Yanic sans redire ses deux magnifiques projets emblématiques qu'il a portés fièrement jusqu'au bout, malgré les obstacles et difficultés. Son épouse, Véronique Vercheval, lui a fait découvrir par son travail de photographie, la dignité et les combats éducatifs fiers des hommes, femmes et enfants palestiniens. Il n'a eu de cesse que de créer des solidarités fortes entre ici et là-bas, selon la conviction aussi que c'est par les gens que les combats se gagnent. La création là-bas d'une école de cirque et d'acrobates, qui virevoltent joyeusement et sautent les murs symboliques, a été soutenue ici par des actions comme «Asseoir l'espoir» avec PAC. La progressive mise en confrontation d'artistes musiciens autour d'un jazzman et chef de fanfare hennuyer, et d'un Houdiste palestinien pour créer un spectacle étonnant de création, magnifique de beauté. Il disait que la réussite tenait à ce que chaque musicien imposait, qu'il n'y ait aucune concession musicale de sa part. C'est probablement un des der-



© REPORTAGE PHOTO & 83
© NADIA MERTAH

niers beaux apprentissages qu'il m'a fait découvrir: contrairement aux mielleuses idées paternalistes souvent proférées, c'est par le refus de compromis de sa culture et ses expressions mais avec le respect de celle de l'autre que peut naître une véritable troisième voie de réconciliation, une parole belle et forte qui transcende les deux premiers. Ce projet de musique «Al Manara»², son dernier et magnifique grand projet, aujourd'hui abouti et diffusé par un CD, mérite d'être écouté et ré-écouté comme œuvre musicale et comme parole de paix. Il aurait été fier de recevoir la citoyenneté palestinienne remise officiellement à son épouse et à lui-même au nom du Gouvernement palestinien par sa déléguée, devenue son amie: Leila Shahid.

Bien sûr, Yanic était terriblement humain et donc imparfait. Nous savions aussi le côté sombre de quelques excès mais

il avait, à leur égard, une bienveillance coupable et son humilité personnelle était teintée d'une tendre pudeur que nous respectons tous, n'en parlons donc plus.

Ce petit homme tellement humain manquera désormais à trop de monde mais les actes de cœur et de conviction qu'il a posés, continueront à fomentier longtemps de nombreuses révoltes joyeuses. ■

SALUT L'AMI!

AVEC LA DISPARITION DE YANIC SAMZUN, LE MOUVEMENT OUVRIER PERD UN GRAND MONSIEUR DE LA CULTURE ET DE L'EDUCATION POPULAIRE, AINSI QU'UN DÉFENSEUR DES VALEURS DE JUSTICE ET D'ÉGALITÉ.

1. Un numéro spécial de «Agir par la Culture» a été consacré en hommage à Yanic Samzun. Il est disponible au PAC sur demande.
2. www.almanara.be

Les trajectoires ouvrières bougent. Les « objectifs du Millénaire » étaient construits dans une optique de lutte contre la pauvreté. Ils ne seront pas atteints. Dans la foulée, on observe la montée en puissance de la protection sociale comme concept, pas seulement du point de vue de son rôle dans la lutte contre la pauvreté.

Nous voulons rendre possible la protection sociale pour tous. Notre conception articule le droit (on n'est pas cue dans l'enjeu d'offrir un filet de sécurité) et la mobilisation solidaire de ressources.

Pour autant, l'idée ne fait pas consensus : si, pour nous, la protection sociale est facteur de développement de l'économie, pour d'autres, elle représente un handicap concurrentiel. Ainsi notre système est-il mis sous pression. Il le sera d'autant plus s'il est isolé. Les intérêts du Sud et du Nord se rejoignent : c'est cela que la Semaine Sociale veut mettre en évidence.

93^e Semaine Sociale Wallonie - Bruxelles 2015 - Mouvement Ouvrier Chrétien

INFOS PRATIQUES:

DATES: JEUDI 16 ET VENDREDI 17 AVRIL 2015

LIEU: CEME (RUE DES FRANÇAIS, 147 CHARLEROI-DAMPREMY)

PROGRAMME COMPLET SUR WWW.MOC.BE

INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS: MOC MARIA VASQUEZ - TÉL.: 02 246.38.51 ou 02 246.38.01

COURRIEL: MARIA.VAZQUEZ@MOC.BE OU VIA WWW.MOC.BE

DÈS LE 23 AVRIL, DES PODCASTS SERONT DISPONIBLES SUR LES SITES DE RADIO 27 (WWW.RADIO27.BE) ET DU MOC.

PUBLICATION DES ACTES DANS UN NUMÉRO HORS-SÉRIE DE LA REVUE «POLITIQUE», PRÉVU EN SEPTEMBRE 2015.

Regards croisés sur les politiques de l'emploi

Cycle de conférences de l'Institut des sciences du Travail et la Chaire Max Bastin (UCL)

- **27 avril 2015:** *Flexisécurité en Europe: enjeux, impacts et discours:* Maria Jepsen, Institut syndical européen, Professeur à l'ULB
- **4 mai 2015:** *Emploi et concertation sociale:* Marie-Hélène Ska, CSC
- **5 mai 2015:** *L'emploi des personnes précarisées:* Philippe Defeyt, CPAS de Namur

INFOS PRATIQUES:

HORAIRE: DE 17H30 À 19H30

LIEU: LOUVAIN-LA-NEUVE (AUDITOIRE LECLERCQ 62, BÂTIMENT LECLERCQ, 1 PLACE MONTESQUIEU)

PARTICIPATION LIBRE MAIS INSCRIPTION OBLIGATOIRE

CONTACT: ANNICK.BACQ@UCLouvain.be

Festival Arts & Alpha 2015

Du 27 au 31 mai, six lieux culturels bruxellois accueilleront des projets artistiques et d'expression variés, issus d'ateliers et de cours d'alphabétisation! Un événement qui donne à voir et à entendre «ce qu'ont à dire» des personnes apprenant à lire et à écrire à Bruxelles.

INFOS PRATIQUES:

DATES: DU 27 AU 31 MAI

POUR DÉCOUVRIR LE PROGRAMME COMPLET:

WWW.ARTSETALPHA.BE

Viens voir quand on sème

Depuis plusieurs années, le groupe d'action locale CIEP-MOC de Waremmé développe des activités autour des enjeux et impacts, en lien avec la consommation et l'agriculture dont l'objectif est de rapprocher les citoyens des réalités du monde agricole et de mieux connaître les enjeux liés à l'agriculture. Ces activités s'organisent en partenariat avec le Centre Culturel de Remicourt dont la thématique de saison est cette année «Racines - On est heureux quand on sème».

• «Viens voir quand on sème!»

Du mercredi 22 au dimanche 26 avril 2015: activités et animations pour apprendre à imaginer de nouvelles manières de vivre ensemble et de nouvelles solutions solidaires. Convivialité, rencontres et questionnement autour de la ruralité entre les citoyens de nos communes et les acteurs du monde agricole.

• «De la terre à l'assiette, tous concernés par l'avenir de notre agriculture locale?»

Ce débat tentera de cerner les orientations et politiques mises en place en termes de consommation et d'agriculture à différents niveaux.

DATE: 23 AVRIL À 20 H

LIEU: CENTRE CULTUREL DE REMICOURT, RUE HAUTE N°25 - ENTRÉE LIBRE

• L'exposition «Agriculteur mon héros!»

DATES: DU 23 AVRIL AU 3 MAI DE 9H À 16H (DU LUNDI AU VENDREDI - DE 13H À 17H:

LE WEEK-END SAUF LE 26/04: DE 13H À 18H30)

LIEU: MUSÉE DE LA HESBAYE, AVENUE MAURICE DELMOTTE 68

PLUS D'INFOS SUR LE PROGRAMME: [HTTP://MOCLIEGE.BE/ACTION-LOCALE/WAREMME/VIENS-VOIR-QUAND-ON-SEME-A.HTML?VAR_MODE=CALCUL](http://MOCLIEGE.BE/ACTION-LOCALE/WAREMME/VIENS-VOIR-QUAND-ON-SEME-A.HTML?VAR_MODE=CALCUL)

Marche Mondiale des Femmes 2015: nos droits sont des territoires!

Mouvement mondial d'actions féministes, la Marche Mondiale des Femmes rassemble, tous les 5 ans, depuis 2000, des femmes de tout âge, d'origines ethniques, culturelles, religieuses, politiques, de classes et d'orientations sexuelles différentes, pour dénoncer les causes à l'origine de la pauvreté et des violences envers les femmes. Dans 163 pays, elles marchent. En 2015, le thème de ce grand rendez-vous international est «Libérez nos corps et nos territoires!». Vie Féminine a choisi de le décliner en «**Nos droits sont des territoires!**».

TEMPS FORTS POUR VIE FÉMININE

- **le 8 mars:** journée internationale des droits des femmes et lancement de la Marche Mondiale des Femmes en Wallonie et à Bruxelles
- **le 24 avril:** 24h d'action féministe internationale
- **les 2, 3 et 4 juillet:** Semaine d'études autour des alternatives économiques féministes
- **le 17 octobre:** journée internationale de lutte contre la pauvreté et clôture de la Marche Mondiale des Femmes 2015.

INFOS SUR LES ACTIONS MENÉES PAR VIE FÉMININE: SOIZIC DUBOT

COURRIEL: COORDINATRICE-NATIONALE-SD@VIEFEMINE.BE - WWW.VIEFEMINE.BE/

Vie de l'ISCO

En mémoire à Pierre Fafchamps, COLLABORATEUR AU PROJET ISCO-CNE-TRANSCOM

Pierre était cette personne incarnée qui ne vous laissait pas indifférent: engagé, frondeur, il portait dans ses interventions en formation toute sa réflexion et son expérience. Il a été un collègue bienveillant et stimulant dans la coordination de l'ISCO au sein de la CNE. C'est difficile dès lors d'envisager ne plus pouvoir faire appel à ses interventions judicieuses dans l'évolution et l'amélioration de nos dispositifs de formations militantes. Alors, raccrochons-nous à ce proverbe qui dit «*Ne perds jamais espoir. C'est quand le soleil se couche que les étoiles apparaissent.*» ■



Pop UP

Escale Fonds du Petit Marais



PAR SABRINE TANGI,
ANIMATRICE-FORMATRICE AU CIEP
HAINAUT CENTRE

MONS 2015, NOUS Y VOILÀ

Cela n'aura échappé à personne: depuis janvier, Mons a pris les couleurs d'une Capitale européenne de la Culture. Pendant une année, la ville et ses alentours vont vivre au rythme des expos, concerts, spectacles et autres activités culturelles. Dans tout ce foisonnement culturel, le CIEP Hainaut Centre a choisi d'occuper une position d'acteur culturel alternatif. Bien décidés à offrir à la culture populaire et à l'éducation permanente la place et la valorisation qu'elles méritent dans le cadre de MONS 2015, le MOC et le CIEP Hainaut Centre préparent, depuis plusieurs années déjà et avec de nombreux partenaires régionaux, leur implication dans cet événement culturel majeur.

PETIT RETOUR EN ARRIÈRE...

En 2011, des associations et des artistes, animés par des préoccupations communes sur le plan de la Culture ont fondé la Plateforme alter-culturelle et participative «Pop UP virus culturel»¹. Autour d'une charte commune, cette plateforme regroupe des associations culturelles et socioculturelles ainsi que des artistes développant des activités dans la région et partageant une même vision de la Culture, à savoir la Culture non un bien de consommation mais un moteur d'émancipation. «Pop UP» est née de cette volonté de faire reconnaître et permettre l'existence de formes d'expression culturelle en résistance face à l'uniformisation et à la

marchandisation de la production culturelle.

La plateforme «Pop UP virus culturel» accorde une place prioritaire au public et à la culture populaire, en développant et soutenant des projets participatifs ouverts à tous les publics en général et aux publics populaires en particulier. Elle privilégie les projets visant l'analyse critique de la société, s'appuyant sur une dynamique collective et une participation citoyenne en vue d'une émancipation individuelle et collective.

A travers la construction d'un projet commun autour de l'événement culturel MONS 2015, le CIEP Hainaut Centre et ses partenaires poursuivent plusieurs objectifs:

- mettre en lumière les cultures populaires et les artistes régionaux;
- donner une plus grande visibilité au secteur socioculturel et artistique de la région;
- rendre visibles et mettre en valeur les productions (socio)culturelles des publics populaires qui seront initiées avec eux;
- donner à ces publics les outils critiques pour aborder les productions culturelles qui seront proposées dans le cadre de MONS 2015 et les années suivantes;
- créer une dynamique collective pérenne en initiant des partenariats inédits au sein du tissu associatif et artistique de Mons-Borinage-Centre.

LA PROGRAMMATION 2015

Pendant une année, «Pop UP» partira sur les routes et fera halte à plusieurs endroits emblématiques de la région de Mons-Borinage et du Centre, son terrain d'action traditionnel. La Plateforme va proposer des événements de plusieurs jours appelés «Escalaes». Des activités seront proposées avec et à destination des publics prioritairement populaires, autour de 5 thématiques liées à la culture populaire, à savoir **la diversité, la rencontre, la résistance, l'alternative et la liberté**. La volonté de «Pop UP» est que les participants créent une production au fil de chaque Escala, qu'ils retirent de cette expérience et qu'ils puissent se dire que quelque chose s'y est passé. A la fin de l'année, lors du Débarcadère, l'ensemble de ces productions seront présentées, imbriquées les unes aux autres et éclateront ainsi en véritable feu d'artifice culturel et alternatif!

Avec l'inauguration officielle de MONS 2015, le CIEP Hainaut Centre entame donc une année qui s'annonce riche sur le plan de la culture populaire, avec de nombreuses activités qui feront la part belle aux projets participatifs, ouverts à tous et en particulier aux publics précaires.

L'EMBARCADÈRE

Dès le 16 janvier 2015, «Pop UP» a commencé son grand voyage avec *l'Embarcadère*. Ainsi, associations culturelles et socioculturelles, artistes et groupes artistiques, citoyens, tous s'étaient donné rendez-vous à la Maison des Associations de La Louvière pour embarquer avec «Pop UP». Ce fut l'occasion pour le public de découvrir une présentation festive de la programmation 2015 et d'entamer le voyage avec un dispositif itinérant unitaire, un espace des possibles ludique et poétique à l'esprit «*Steam punk*» qui accompagnera l'ensemble des *Escalaes*. Musique, performances, ateliers, danses et expos, il y en a eu pour tous les goûts.

RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES À L'ESCALE FONDS DU PETIT MARAIS

Parmi les événements, le MOC et le CIEP Hainaut Centre se sont engagés à porter une des *Escalaes* de «Pop UP»: l'Escale Fonds du Petit Marais autour des thématiques «*Résistances et alternatives*». Cette manifestation socioculturelle aura son apogée les 7, 8 et 9 mai prochains au lieu du Fonds du Petit Marais à Jemappes. Pendant trois jours, les 6 hectares du parc seront investis par un nombre impressionnant d'activités illustrant les résistances et les alternatives citoyennes, notamment celles des femmes, celles développées au Sud ou encore celles mises en place pour relocaliser et se réapproprier une alimentation saine et durable. Ces événements auront tous comme finalité de sensibiliser et d'initier à des formes de solidarité, ainsi qu'à d'autres modes d'actions et d'expressions collectives. A côté de ces activités centrales, d'autres animations donneront à l'Escale un ton convivial et festif.

Dans le prolongement de l'objectif poursuivi par «Pop UP», l'Escale Fonds du Petit Marais a développé tout particulièrement une dynamique collective en initiant un partenariat large au sein du tissu associatif et artistique régional. En effet, cet événement ras-



semblera, au total, une dizaine d'associations², des opérateurs de formation et d'insertion³, des structures publiques⁴, des collectifs citoyens⁵ et des artistes, qui seront réellement actifs et participatifs dans ce projet.

COLORÉS PAR L'ÉDUCATION PERMANENTE

Les manifestations de l'Escale du Fonds du Petit Marais s'inscrivent aussi dans une perspective d'éducation permanente. La mise en place de cette Escale passe par un processus qui privilégie la participation active des publics populaires et leurs expressions culturelles. De nombreuses activités seront mises en place en amont avec des personnes précaires, des formateurs et des militants. L'événement sera, en grande partie, construit par les publics cibles.

Ainsi, dans le cadre du Printemps de l'alpha, environ 200 apprenants vont mener une réflexion autour des thématiques «Résistances et alternatives». Ils vont les traduire dans différentes œuvres artistiques. La réalisation de chaque œuvre sera le fruit d'un travail conjoint entre un groupe d'apprenants, un formateur et un artiste. Les formateurs actifs dans ce projet ont reçu une formation à la méthode des intelligences citoyennes animée par Majo Hansotte, afin de les aider à faire émerger, avec leurs apprenants, un projet créatif. L'ensemble de ces créations sera visible et mise en valeur sur le site du Fonds du Petit Marais.

Autre temps fort du Fonds du Marais, la présence du mouvement mondial d'actions féministes, la Marche Mondiale des Femmes, avec un mini-festival des résistances et des alternatives des femmes.

Pour cette manifestation, un nombre important d'associations féministes⁶ vont réaliser un travail en amont dans des ateliers de créativité féministe où des femmes s'exprimeront de manière créative autour du thème choisi en 2015 par la Marche mondiale des Femmes: «Libérons nos corps et nos territoires».

Toutes ces collaborations, réalisées en amont, entre des groupes et des artistes, partiront du vécu des personnes et viseront comme objectif d'aboutir à une production socioculturelle mise en valeur dans un espace ouvert au public.

Par ailleurs, les militants des Equipes Populaires et de la JOC marqueront également l'Escale du Fonds du Petit Marais de leur empreinte spécifique avec un parcours conté et un projet de radio web. En effet, les Equipiers préparent un parcours de découverte de leur travail d'éducation permanente qui mêlera différentes disciplines artistiques. Participatif, le projet invitera le public à interagir. Par ailleurs, plusieurs jeunes des JOC prendront les commandes de Radio Pavé pendant L'Escale et animeront une émission radio qui constituera la mémoire de l'événement. Des débats et interviews seront ainsi réalisés par eux lors de ces jour-

nées. Pour développer leurs compétences techniques nécessaires à la réalisation d'une telle émission, les militants JOC ont participé à une formation radio dispensée par Inform'Action.

LE CHOIX DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Dans la mise en œuvre de cet événement, le CIEP a été constamment préoccupé par la collaboration avec des acteurs de l'économie sociale. Ainsi, les filières Horeca de l'AID Hainaut Centre et de l'école de Promotion sociale de Jemappes ont été associées et se chargeront du catering de l'événement. Les filières bâtiment de ces deux structures interviendront, elles, dans la préparation de l'événement à travers la construction d'éléments matériels de l'Escale.

SUR LE PLAN ASSOCIATIF: DES PARTENARIATS

«Pop UP» privilégie les projets pensés et développés dans un partenariat entre associations, artistes et populations. Le renforcement des réseaux inter-associatifs et la mise sur pied de nouveaux réseaux sur le territoire constituent un enjeu prioritaire. In fine, l'objectif porte essentiellement sur l'établissement d'un rapport de force qui valorise les expressions culturelles des personnes populaires et fragilisées. ■

TEMPS FORTS DU FONDS DU PETIT MARAIS

Judi 7 mai 2015: *Le Printemps de l'alpha*

(Lire et Ecrire Communautaire et Lire et Ecrire Centre-Mons-Borinage)

Rencontre des apprenants et formateurs en alphabétisation de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Œuvres artistiques d'apprenants autour des «Résistances et alternatives».

Vendredi 8 mai 2015: *Le champ de la formation pour adultes*

(Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons)

Invitation, à l'ensemble du secteur de la formation pour adultes, à participer aux animations de l'Escale du Fonds du Petit Marais mais aussi à réaliser des productions artistiques en amont.

Samedi 9 mai 2015: *Le Cyclo Solidaire* (Solidarité Mondiale) et la *Marche Mondiale des Femmes* (Vie Féminine)

Le Cyclo Solidaire invite tout un chacun à marcher ou rouler pour la solidarité. L'édition 2015 proposera une sensibilisation autour de «La protection sociale au Sud». A côté, la Marche Mondiale des Femmes sera présente avec un mini festival des résistances et alternatives des femmes autour de «Libérons nos corps et nos territoires».

INFOS PRATIQUES:

ENTRÉE GRATUITE AUX ACTIVITÉS ET MANIFESTATIONS DE L'ESCALE DU FONDS DU PETIT MARAIS

CONTACTS: SABRINE TANGI, ANIMATRICE-FORMATRICE CIEP HAINAUT CENTRE - TÉL.: 065/35.39.63

INFOS ET PROGRAMME: WWW.VIRUSCULTUREL.BE

1. Lire à ce propos l'article «POP UP Virus culturel, une place au populaire dans Mons Capitale européenne de la Culture-2015» écrit par Sarah BOKIAU dans *L'Esperluette*, n°77, juillet-septembre 2013, pp. 19-20 (accessible sur http://ciep.be/_ar chivage/documents/Esper77.pdf)
2. Lire et Ecrire Communautaire et Centre-Mons-Borinage, Solidarité Mondiale avec les organisations constitutives du MOC, Equipes Populaires Mons-La Louvière, Vie Féminine Centre Hainaut, JOC Mons, Fonds du Petit Marais, CNCD-11.11.11 Hainaut, Maison ouvrière de Quaregnon, Maison de Jeunes de Cuesmes, Picardie Laïque, Collectif Itinérances, Coordination IDE, Fédération des Maisons de Jeunes, asbl Ropi, asbl Terre-en-Vue.
3. AID Hainaut Centre, Promotion sociale de Jemappes, EFT La Renouée.
4. Le Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation de Mons, le Plan de Cohésion sociale de la ville de Mons, le Chêne aux Haies.
5. Mons Equitable, Mons en transition, Repair Café.
6. Les associations impliquées dans la MMF sont Vie Féminine Centr'Hainaut, les Femmes prévoyantes socialistes (FPS) Centre et Soignies, Solidarité femmes, Mode d'emploi La Louvière-Mons, Service de Prévention de Quaregnon, JOC La Louvière et Picardie Laïque.

Pour briser l'omerta autour du PTCl

PAR JEAN-FRANÇOIS RASSCHAERT,
ANIMATEUR AU CIEP-MOC LUXEMBOURG

« C'est gentil de nous proposer une séance d'information sur le traité transatlantique, mais nos membres ne sont pas intéressés par les thématiques militaires » ; « Le PTCl ? On a juste entendu dire que beaucoup de gens sont contre, on aimerait comprendre pourquoi... ».

Entendues récemment, ces réactions illustrent le déficit d'information sur l'accord commercial de libre-échange que les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) préparent dans le plus grand secret. Il faut dire que nos responsables politiques et nos médias ne sont pas très loquaces sur le sujet... Devant ce double constat, l'équipe du CIEP Luxembourg a développé une animation pour expliquer au grand public ce qu'est le PTCl (alias le TTIP). En effet, le citoyen a le droit de savoir ce qui se négocie en son nom et dans son dos, surtout quand cela va bouleverser sa vie quotidienne dans des domaines comme la santé, l'alimentation, l'enseignement, etc.

L'animation explique que le PTCl ne tombe pas du ciel: il découle du blocage de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la volonté du monde économique de fixer lui-même les règles du jeu, afin d'éliminer tous les « obstacles non tarifaires » (normes, lois, etc.) qui protègent le consommateur, mais qui entravent les bénéfices des entreprises privées. Une autre partie de l'animation détaille ce que l'UE est prête à appliquer pour favoriser le profit à tout prix, au nom des nouvelles idoles que sont l'emploi et la croissance: il s'agit de la création d'un organe d'arbitrage privé, de l'application

du principe du « traitement national », l'ouverture de plus en plus large des services publics à la concurrence du privé, etc. Le chapitre suivant aborde les dangers qui découlent du PTCl. Citons, entre autres, la menace qui planera sur notre alimentation lorsque le modèle agricole américain et ses pratiques « douteuses » (bœuf aux hormones, OGM, poulet au chlore, etc.) déferleront sur notre vieux continent, obligeant nos petits producteurs à s'aligner sur les pratiques de l'agrobusiness ou... à disparaître.

Mais ce n'est pas tout. Si le traité transatlantique est conclu, c'est l'essence même de nos démocraties qui est en danger ! Plus rien ou presque n'empêchera le pouvoir commercial et financier de prendre le pas sur nos différents pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire. Il sera alors trop tard pour se plaindre ou essayer de réagir, le mal sera (définitivement) fait.

C'est pour cela que l'animation se termine par un chapitre « PTCl: que peut-on y faire ? ». On insiste sur le fait qu'il faut en parler autour de soi, partager l'information sur les réseaux sociaux, etc. En tant que citoyen, on peut aussi signer et faire signer l'ICE officieuse, c'est-à-dire la pétition lancée, qui a déjà

recueilli, à travers toute l'Europe, plus d'un million et demi de signatures de personnes qui rejettent le PTCl et son petit frère, le CETA¹. Preuve que, quand il est informé, le citoyen est prêt à se mobiliser tant il se rend compte du danger de ces accords commerciaux !

De mobilisation, il en sera justement question le samedi **18 avril prochain**. Divers mouvements organiseront, ce jour-là, **une action intercontinentale contre les traités de libre-échange**. Le MOC sera de la partie.

Il est important qu'un maximum de citoyens, d'associations, voire de mandataires locaux y participent pour mettre la pression sur nos représentants politiques au niveau européen. Car il semble bien que ces derniers sont, dans leur majorité, de moins en moins enclins à défendre nos intérêts dans ce dossier. Les citoyens n'auront d'autre choix que de se mobiliser en masse pour faire échouer ce projet de traité transatlantique². ■

1. CETA est l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, tout aussi dangereux que le PTCl et dont le texte final a été dévoilé en septembre dernier.
2. Pour en savoir plus sur le PTCl, voir l'article de Nicolas VANDENHEMEL, « Accords commerciaux et d'investissement. Le jeu de dupes de l'Union européenne », dans *Démocratie*, mars 2015, pp. 5-8.

INFOS PRATIQUES:

« C'EST QUOI LE TRAITÉ TRANSATLANTIQUE QU'ON NÉGOCE DANS VOTRE DOS ? » EST UNE ANIMATION BASÉE SUR UN POWERPOINT CONSTRUIT EN ÉQUIPE CIEP LUXEMBOURG. D'UNE DURÉE D'UNE HEURE TRENTE, ELLE PEUT ÊTRE PRÉSENTÉE À LA DEMANDE, DANS DES GROUPES, DES ORGANISATIONS CONSTITUTIVES DU MOC OU AUPRÈS DE PARTICULIERS ET ASSOCIATIONS (OXFAM, ETC.) QUI NOUS SOLLICITENT POUR DES SÉANCES EN PETIT COMITÉ ET/OU OUVERTES AU GRAND PUBLIC.

CONTACT: JEAN-FRANÇOIS RASSCHAERT, ANIMATEUR AU CIEP-LUXEMBOURG
COURRIEL: JF.RASSCHAERT@MOCLUXEMBOURG.BE
TÉL.: 063/21.87.28.

Mobilisons-nous contre le TTIP

Les mobilisations se poursuivent un peu partout en Belgique, en vue de s'opposer au TTIP et aux dangers qu'il véhicule.

- **Le 18 avril 2015:** journée internationale d'action est organisée par l'Alliance D19-20 pour mettre en échec les traités de libre-échange et d'investissements. Plus d'informations: www.d19-20.be
- **Une pétition «STOP TTIP»** peut également être signée sur cette page: <https://stop-ttip.org/fr/>

Initiée par un consortium d'ONG suite au refus de la Commission européenne d'organiser une initiative citoyenne européenne, cette pétition connaît un succès retentissant depuis quelques mois.

Preuve qu'une fois consciente des dangers de ces accords, la population européenne s'y oppose et se mobilise.

Poursuivons dans cette voie afin que nos représentants politiques entendent nos légitimes revendications!

Dates à épingler

FOPES, un master universitaire pour adultes tout en travaillant

Séances d'information:

- **A Bruxelles** au MOC: le 22 avril à 18h00
- **A Louvain-la-Neuve** à la FOPES: le 19 mai à 18h00 et le 18 août à 18h00
- **A Nivelles** au MOC-CIEP Brabant wallon: 28 avril à 18h00 et 30 juin à 18h00
- **A Tournai** à «Notre Maison»: Jeudi 23 avril à 18h00

INFOS PRATIQUES: SECRÉTARIAT FOPES FABIANNE HORSTERMANS
 COURRIEL: SECRÉTARIAT-OPES@UCLouvain.be
 TÉL.: 010/47.39.08 - www.uclouvain.be/opes

QUELS RÉCITS POUR QUELS MOUVEMENTS?

POURQUOI ET COMMENT FAIRE RÉCIT/FAIRE MOUVEMENT?

DATE: 3 AVRIL DE 9H30 À 16H30

LIEU: LA FONDERIE, MUSÉE BRUXELLOIS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL (RUE RANSFORT 27, 1080 BRUXELLES)

ENTRÉE LIBRE MAIS INSCRIPTION VIA LE BULLETIN EN LIGNE: www.saw-b.be/spip/+JOURNEE-D-ETUDE-QUELS-RECITS-POUR-589+

PROGRAMME: www.saw-b.be

«LA DÉMOCRATIE ET LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE»

- 20 avril: «**Le populisme en Europe est-il un appel à la démocratie?**» (Jérôme Jamin, ULg)
- 4 mai: «**Qui sont les vrais démocrates?**» (Jérôme Jamin, ULg)
- 18 mai: «**L'extrême droite, un mouvement politique durable**» (Julien Dohet, Conseiller SETCA-Liège)

DATES: 20 AVRIL, 4 MAI ET 18 MAI À 19H30

LIEU: SALLE ENSEMBLE À HEUSY-MANGOMBROUX (AV. REINE ASTRID 165B)

INFOS: ÉQUIPES POPULAIRES DE VERVIERS FRANCISCO ALVAREZ - TÉL.: 087/33.06.68

«QUEL AVENIR POUR NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE?»

- 21 avril: «**Les exclus du chômage: quelles conséquences pour les communes et les CPAS?**» (table ronde)

DATES: 21 AVRIL À 19H30

LIEU: BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE DE VIELSALM (9 RUE DE L'HÔTEL DE VILLE)

ENTRÉE GRATUITE

INFOS: CIEP-MOC LUXEMBOURG JEAN-NICOLAS BURNOTTE - TÉL.: 063/21.87.26

COURRIEL: jn.burnotte@mocluxembourg.be

«ON A ENCORE BEAUCOUP À GAGNER»

Théâtre-action abordant les conditions de travail dans le cadre de la mondialisation

DATE: 24 AVRIL À 20H

LIEU: CENTRE CULTUREL DE COMINES

ORGANISÉ PAR LES ÉQUIPES POPULAIRES DE COMINES-WARNETON

CONTACT: JEAN-PIERRE LOOF TÉL.: 056/55.97.26

MÉDIAS-INÉGALITÉS-DIVERSITÉ: QUELS RÔLES POUR LES MÉDIAS ASSOCIATIFS ET COMMUNAUTAIRES?

Le CBAI et l'IHECS organisent la première édition du cycle-débats consacré aux représentations médiatiques des inégalités.

Journée paneuropéenne: Médias associatifs et communautaires en Europe, quelle reconnaissance?

Cet atelier professionnel d'une journée, ouvert au public, vise à dresser un panorama de la situation des médias associatifs et communautaires en Europe, de leur reconnaissance légale et sociale, de leurs modèles économiques, de leurs pratiques. Il se déroulera en anglais et en français

DATE: 28 AVRIL DE 9H À 16H,

LIEU: IHECS (AUDITOIRE VELGE, RUE DE L'ETUVE 58-60, 1000 BRUXELLES)

INFOS ET PROGRAMME: www.cbai.be

«L'IMPOSSIBLE DRESSAGE DES RAMIERS»

Création théâtrale collective des Copeaux d'abord et des Équipes populaires de Namur

DATE: 28 MAI À 20H

LIEU: THÉÂTRE JARDIN PASSION À NAMUR

INFOS: ÉQUIPES POPULAIRES NAMUR-LAURENT QUOIBION
 TÉL.: 081/22.74.34 ou 0497/28.96.15

COURRIEL: namur@equipespopulaires.be

POUR EN SAVOIR PLUS:

[HTTP://LESRAMIERS.BLOGSPOT.BE](http://lesramiers.blogspot.be)

LES 20KM DE BRUXELLES AVEC SOLIDARITÉ MONDIALE

Le dimanche 31 mai 2015, Solidarité Mondiale alignera une équipe de coureurs au départ des 20Km de Bruxelles, arborant fièrement les couleurs de la solidarité Nord/Sud de notre mouvement!

Au programme: un accueil de qualité non loin du Cinquantenaire, dans une ambiance joviale et décontractée, et un soutien concret à la JOC du Congo.

INFOS: DIEUDONNÉ WAMU OYATAMBWE

COURRIEL: wamu.oyatambwe@solmond.be

TÉL.: 02/246.38.83

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
 1400 Nivelles
 067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
 02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
 071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
 083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
 064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
 065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
 7500 Tournai
 069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
 056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
 04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500 Huy
 085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
 063/21.87.33

NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur
 081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
 087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
 4700 Eupen
 087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP),
est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

